



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST  
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 24 NOVEMBRE 2020  
GEMEENTERAAD VAN 24 NOVEMBER 2020

PROCÈS VERBAL  
PROCES-VERBAAL

<b>Présents</b>	Fatima Abbach, <i>Présidente suppléante/Plaatsvervangende voorzitter</i> ;
<b>Aanwezig</b>	Séverine De Laveleye, <i>Présidente/Voorzitter</i> ; Charles Spapens, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Catherine Beauthier, Nabil Boukili, Caroline Dupont, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
<b>Excusés</b>	Stéphane Roberti, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ;
<b>Verontschuldigd</b>	Mariam El Hamidine, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ; Anne Rakovsky, Xavier Jans, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:30  
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**La séance se tient via l'application Teams.**

**De zitting vindt plaats via de toepassing Teams.**

**Madame Beauthier est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.**

**Mevrouw BEAUTHIER wordt bij loting aangeduid om als eerste te stemmen bij nominale stemming.**

**AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat - Secretariaat**

- 1 Séance du Conseil communal en application des articles 61 et 62 du règlement d'ordre intérieur.**

**Zitting van de Gemeenteraad in toepassing van artikelen 61 en 62 van het huishoudelijk reglement.**

**Madame la Présidente explique que 19 asbl, structures ont été identifiées. Elle déplore la fait qu'elle n'a pas eu beaucoup de réponses à ses demandes (via mail, par téléphone). Il y aura 7 interventions.**

**Plusieurs conseillers communaux remercient Madame la Présidente pour l'organisation de cette séance.**

**La demande de Mr Pierre-De Permentier d'ajouter un point d'actualité est rejetée.**

**Mr Loewenstein demande à ce que le lien Team's soit diffusé sur le site internet de la Commune afin que tout le monde puisse y participer.**

**Madame la Présidente cite les structures pour lesquelles personne n'est présent en séance. Concernant les structures où c'est Mr Roberti qui est le représentant, il y a**

- **L'AIS de Forest. C'est Mr Stokkink qui interviendra la prochaine fois.**
- **L'ALE. Il est décidé que ce sont les mandataires désignés par le Conseil qui doivent venir faire rapport et non des administratifs.**
- **BRULABO. Pour l'instant, il n'y a aucun représentant.**
- **BRULOCALIS. Mr Roberti a démissionné et il y aura lieu de le remplacer.**
- **La Conférence des Bourgmestres. Comme il s'agit d'une association de fait, il n'y a pas lieu de faire rapport au conseil communal.**
- **L'ERAP. Mr Roberti aurait démissionné. A vérifier...**
- **L'ERIP. A vérifier si c'est le conseil communal qui désigne un représentant.**
- **La Famille forestoise. Il y a d'autres mandataires pour la prochaine fois.**
- **Le Foyer du Sud. Il s'agit de Mme Angeli qui interviendra la prochaine fois.**
- **Iristeam (asbl privée). Il s'agit d'un membre de l'administration.**

**Concernant l'asbl MARGE, elle a été dissoute. Mme De Ridder précise qu'il n'y a pas de mandataires politiques dans cette asbl et que, par conséquent, elle n'est pas la personne adéquate pour présenter l'association.**

**Pour la Mission locale, Mr Spapens veut bien faire un rapport car il est membre du bureau.**

**Mr Hacken précise que chaque représentant du conseil communal auprès d'organismes doit faire un rapport de 2 pages maximum sur la manière dont il défend la commune auprès de ces organismes et sur la manière dont il a travaillé. Il s'agit d'un rapport collégial et non uniquement de la présidence.**

**Mme Plovie propose que cela soit fait pour 2021.**

**Mme la Présidente propose qu'on transmette le document avant la séance de manière à ce que**

chacun puisse préparer ses questions.

Mme El Yousfi propose que la séance sur ce sujet se fasse après les AG de manière à avoir les rapports d'activités qui pourraient être joints à la note de 2 pages.

#### Intervention de Mme De Ridder pour l'asbl DECROLY.

Au niveau du CA, il y a également Mmes El Hamidine, De Laveleye et Dupont.

L'Institut Decroly comporte 4 structures, dont le noyau est le centre de jour constitué de 3 écoles : une école maternelle (type 3) qui accueille des enfants autistes, une école primaire (type 3) pour enfants caractériels et troubles autistiques et une école secondaire professionnelle (type 1 et type 3). Il y a 175 élèves de 2 ½ à 21 ans.

L'objectif du centre est de permettre aux enfants de retrouver un statut socialement reconnu, d'accueillir des enfants scolarisés qui présentent un risque de décrochage scolaire ou de rupture avec le monde scolaire. Un deuxième objectif est l'approche personnalisée du milieu socio-familial et l'insertion socio-professionnelle.

Au niveau de l'école maternelle, chaque classe est encadrée par une équipe pluridisciplinaire (institutrice, éducateur.trice, psychologue, logopède, psychomotricien.ne, assistant.e social.e, infirmier.ère). Les enfants ont un accompagnement avec une prise en charge précoce et individualisée. Le choix pédagogique est une approche comportementaliste qui vise à encourager les attitudes positives de l'enfant et stimuler les capacités d'apprentissage. Les méthodes choisies pour atteindre ces objectifs sont reconnues sur le plan international (ABA, TEACH, PECS,...), afin de favoriser l'autonomie, la qualité de la vie et l'intégration. Un travail fondamental avec les familles est également réalisé par de nombreux contacts entre les équipes et les parents pour répondre aux attentes particulières. Lorsqu'un enfant est admis, c'est suite à la demande, soit d'un centre de santé mentale, soit d'un centre PMS, par les parents, par un centre de service social, par un centre de référence... Plusieurs bilans sont réalisés : à l'entrée, après 6 mois, après 1 an.

Au niveau de l'école primaire et secondaire, le public cible sont des jeunes qui se trouvent aux frontières du soin, de l'accompagnement social, de l'éducation spéciale, du handicap, de la rééducation et de la psychiatrie, ce qui suppose une prise en charge multiforme. Les jeunes proviennent de toute la région bruxelloise. Ce sont des enfants déscolarisés mais qui sont susceptibles d'être scolarisables ou rescolarisables. En primaire, toute une série d'activités sont proposées (sportives, récréatives, créatives, excursions...) pendant l'année scolaire et il y a également des stages pendant les congés scolaires.

La notion de concertation est aussi très importante : conseil d'élèves, conseil consultatif des enfants, conseils de participation, rencontres familiales, collaboration avec des partenaires extérieurs (CPMS, centres de guidance, SAJ, SPJ,...)

A côté du centre de jour, il y a le centre de répit appelé « La parenthèse ». Ce centre vise plusieurs objectifs. Il offre aux familles d'enfants qui présentent un trouble envahissant du développement, la possibilité de souffler grâce à un éloignement temporaire du milieu familial. L'objectif est d'agir préventivement sur la relation parent-enfant en évitant sa dégradation ou des négligences ou encore

de la maltraitance. L'objectif est aussi d'éviter la rupture de la relation entre l'enfant et ses parents. L'éloignement temporaire est accompagné d'un travail avec le(s) parent(s) et l'enfant. C'est un soutien à la parentalité. L'objectif est aussi pour l'enfant d'être accueilli dans un milieu structuré avec une prise en charge individuelle adaptée à ses besoins. La capacité d'accueil de ce centre est de 6 enfants de 4 à 10 ans pour 90 jours.

Il y a aussi un service d'accompagnement qui s'appelle « Trait d'union ». C'est une association qui a débuté son activité au cours du dernier quadrimestre 2019. L'objectif est de réduire les barrières sociales, culturelles, économiques et matérielles qui empêchent une personne porteuse de handicap d'être incluse dans la société. Cette aide est proposée par rapport à toute une série de milieux de vie : la vie familiale, la formation à l'emploi, l'ouverture au monde, la vie quotidienne... Les 3 objectifs sont l'amélioration de la qualité de vie, l'autonomie et l'épanouissement. Ces jeunes vont de l'enfant en âge maternel à des jeunes proches de l'âge adulte. Ce centre a un agrément pour accompagner 12 personnes sur une année civile.

La 4<sup>ème</sup> structure est le centre d'hébergement dont l'objectif est d'accueillir des enfants pour lesquels la famille prend la décision d'un éloignement temporaire de l'enfant. L'objectif est aussi de soutenir les acteurs familiaux dans leur volonté de se resituer dans leur rôle et de tisser de nouveaux modes relationnels entre eux. En fonction de l'âge de l'enfant et de sa maturité, l'enfant sera accueilli dans une des 3 unités qui correspondent à une petite communauté de vie. Chaque groupe est animé par une équipe éducative.

Faisant partie du CA, je suis amenée à valider les comptes, le budget et le rapport d'activité. Le CA se réunit une fois tous les deux mois. Parfois, il y a des réunions dans l'intervalle lorsqu'il y a un problème ou que la direction souhaite que nous nous penchions sur une thématique particulière. Nous avons rencontré chaque équipe qui a présenté son travail et parfois fait preuve de ses difficultés. Sur le plan de la gouvernance, nous sommes là en soutien à la direction qui nous demande notre avis, notre aval, par rapport à des décisions qu'elle prend en terme de gouvernance, de gestion du personnel ou d'orientations pédagogiques. Nous avons par exemple adopté le plan de pilotage et le ROI de l'Institut.

Je reste à votre disposition. En cas de questions très précises, je peux en prendre note et les transmettre à la direction.

#### Question de Mr Hacken

Il y a-t-il une liste d'attente, les écoles sont-elles saturées ? Quel est le lien entre l'Institut et nos écoles communales ?

#### Question de Mme Koplowicz

Il y a-t-il des liens entre l'institution et nos écoles dans l'idée d'œuvrer pour l'inclusion ? Savons-nous ce qui s'est passé pendant le confinement ? Est-ce que le centre de jour a pu continuer à fonctionner ?

#### Question de Mr Pierre-De Permentier.

Par rapport au fonctionnement-même de la structure, il y a-t-il des représentants d'autres communes ? Quelle est la raison de la présence d'élus communaux dans cette structure ?

#### Réponses de Mme De Ridder

Il y a beaucoup d'attentes pour le centre de répit. Pour les autres structures, je vous reviendrai avec

des réponses précises.

Concernant le lien entre l'institut et nos écoles, il n'y en a pas à ma connaissance. Nous avons deux écoles qui accueillent des enfants de type 8 et de type 3 également.

Concernant le confinement, l'institution a continué à fonctionner. Nous avons eu régulièrement des nouvelles de la part de la direction sur le plan sanitaire. Le retour a été très positif, notamment au niveau du centre d'hébergement. Les jeunes n'ont pas été perturbés. Au contraire, ils ont eu le sentiment que les autres vivaient un peu comme eux et qu'ils étaient donc dans la norme. Il y a eu quelques fermetures de classe mais rien de plus que dans d'autres écoles. En été, il y a eu des camps organisés.

La structure est chapeautée par 3 communes (Saint-Gilles, Forest et Molenbeek). La présidente du CA est Catherine Moureaux.

### Interventions de Mme El Yousfi, pour la Maison de quartier et la Maison des jeunes de Forest.

#### 1. La Maison des jeunes

Concernant la Maison des jeunes, beaucoup d'activités ont été perturbées en 2020, vu la situation. Là où la Maison des jeunes est restée active, c'est l'axe du soutien scolaire. Il y a une école de devoirs pour les 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup> primaire et 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> secondaire les lundis, mardis, jeudis de 16h00 à 18h00. Dans le cadre du programme de cohésion sociale, il y a une école de devoirs pour les 3<sup>ème</sup> primaire et pour les 3<sup>ème</sup> à 6<sup>ème</sup> secondaire. Il y a aussi des ateliers le mercredi après-midi en terme de peinture, bricolage,... de janvier à mi-mars, plus la reprise en septembre pour les moins de 13 ans. Concernant la programmation saisonnière, notamment à Carnaval, il y a eu un stage au lac de l'eau d'heure et des activités sportives, artistiques et ludiques. Il y a aussi la préparation d'un festival avec la Fédération des maisons de jeunes programmé en 2021. Il y a une dynamique « filles » qui fonctionne très bien et qui font différentes activités pour financer leurs projets. Il y a le partenariat avec l'asbl Eveil, notamment dans le cadre de la journée de la femme du 8 mars. Du 18 avril au 19 mai, il y a eu une récolte et une préparation de colis alimentaires à l'intention des plus démunis. Pendant toute la période de confinement, il y a eu aussi la distribution de masques reçus à la Maison de jeunes par des dons, ainsi que ceux distribués par la Commune. Ils les ont distribués à leur public, ainsi qu'à ceux qui venaient pour les colis alimentaires. Il y a aussi l'axe de verdurisation et d'embellissement du quartier, par la réalisation et l'installation de bancs et de book box (antenne Primeur et rue de Mérode), la confection de jardinières pour l'antenne du Contrat de quartier Wiels-sur-Senne, l'aménagement du trottoir, le nettoyage du trottoir, du potager et du marais.

Pendant les vacances, il y a eu « Bruxelles en vacances », avec des animations autour de la Maison des jeunes pendant tout l'été. Il y a eu « été jeunes » sur une programmation de 6 semaines avec des animations sportives, artistiques et ludiques, un stage vidéo dans les Ardennes avec la Cité des jeunes de Saint-Gilles avec la réalisation d'un court métrage, ainsi que le stage du Conseil de jeunes. Il y a donc un Conseil des jeunes en construction au sein de la Maison des jeunes, avec des réunions régulières.

Le 16 juillet, il y a eu la visite de la Ministre de la Jeunesse, Mme Glatiny. Le 27 septembre, il y a eu la journée portes-ouvertes. Il y a aussi le soutien scolaire à distance pour les 3, 4, 5 et 6<sup>ème</sup> secondaire, ainsi que la mise à disposition d'espaces et d'outils informatiques pour les jeunes qui

n'en disposaient pas à la maison. Il y a aussi les ateliers du mercredi, dont la danse, pour les moins de 13 ans.

A côté des activités permanentes, il y a aussi pleins d'activités ponctuelles en collaboration avec d'autres associations, notamment avec la Cité des jeunes avec laquelle beaucoup d'activités se développent.

#### Question de Mr Hacken.

Le rapport montre le dynamisme de la Maison des jeunes de Forest. Il faut vraiment les saluer pour tout le travail, comme les espaces de lecture, l'aménagement du jardin,... mais il y a-t-il une volonté pour que la Maison des jeunes puisse aller plus loin et s'élargir en terme de public touché, d'essayer d'aller vers d'autres quartiers, vers d'autres jeunes, afin de favoriser une mixité qui peut être utile et pertinente à cet âge ?

#### Question de Mr Pierre-De Permentier.

J'aurais voulu avoir plus de précisions concernant l'héritage de la Maison des femmes et ce qui était fait en terme d'initiatives relatives à l'émancipation des femmes.

#### Réponses de Mme El Yousfi.

Concernant la Maison des jeunes, il est intéressant de voir le rapport d'activités pour avoir une vision beaucoup plus large et complète sur tout ce qui se fait, d'autant que cela a été une année où tout a été perturbé. Il a déjà tout un travail qui se fait avec la Cité des jeunes de Saint-Gilles. Il y a aussi la volonté de développer le maximum de partenariats et de développer cela sur tous les quartiers. Je pense à Saint-Denis, au nouveau quartier qui va naître avec le développement du Bempt. Il y a évidemment la question des moyens humains mais la réflexion est bien là pour aller vers d'autres quartiers.

## 2. La Maison de quartier Saint-Antoine

Les axes de la Maison de quartier sont :

- Un accueil de première ligne et l'orientation vers d'autres structures
- L'apprentissage du français (pôle Alpha)
- Les actions de soutien à la parentalité
- L'aide au logement
- L'aide sociojuridique avec la présence d'une avocate
- Les actions à destination des jeunes (projet jeune ado), le soutien scolaire de septembre à juin, des actions en partenariat avec l'APOMSA
- Le projet d'ISP avec les articles 60 et PTP
- Les actions transversales, telles les fêtes de quartier, débats liés à la citoyenneté, à l'égalité des genres, la lutte contre les inégalités, et aussi des activités théâtres, des sorties,...

Durant la première semaine de mars, suite aux mesures du fédéral, l'équipe a été confrontée à l'arrêt brusque de ses activités, une forte demande et la mise en place d'un autre mode de fonctionnement. Face à la situation socio-économique et même en terme de santé mentale, les équipes ont dû se mobiliser tout en respectant les mesures sanitaires et répondre à toutes les questions. Il y a donc eu des permanences téléphoniques (service juridique et service logement), ainsi que des rendez-vous sécurisés. Des permanences physiques ont été programmées durant avril, mai et juin. Des groupes WhatsApp ont été créés pour les adultes du pôle Alpha et les jeunes. Il y a eu un apport pour des actions de solidarité : mise en place de liste de familles pour les colis alimentaires, prise de contacts pour définir le besoin, relais vers d'autres structures, collaboration avec d'autres associations... Les équipes ont réalisé des masques en tissus à destination des apprenants, des sans-papiers,... Ils ont aussi participé au tri et à la distribution des masques gérés par la Commune sur le site AXIMA. Fin juin, avec l'APOMSA, une sortie de ressourcement a été organisée avec le groupe d'adolescents, ainsi que des activités en juillet et août pour les ados. A partir de septembre, il y a eu une réorganisation conditionnée par les règles sanitaires et le dédoublement des classes, une réorganisation de l'espace pour permettre aux adultes et enfants de continuer à venir sans difficulté (consultations de la cellule logement et de la cellule sociojuridique au rez-de-chaussée). L'aide sociojuridique a concerné diverses demandes : réduction de loyers, problèmes de baux, information sur les droits des locataires, suivi des problèmes judiciaires, soutien aux familles endeuillées... Il y a aussi eu l'achat de matériel informatique destiné aux apprenants, ainsi que pour la formation à distance.

Vu l'impact de la crise sanitaire sur son public, tout est mis en œuvre pour pouvoir rester un maximum accessible.

Question de Mme Plovie : j'aimerais, avoir plus d'informations concernant la Motherschool qui avait été mise en place.

Réponse de Mme El Yousfi.

Concernant la question de Mr Pierre-De Permentier, la Maison des femmes est toujours au sein de la Maison de quartier Saint-Antoine. Sur le plan historique, la maison des femmes était placée dans le cadre de l'égalité des chances lorsque j'étais échevine. On avait mis en place une plateforme sur les violences conjugales en partenariat avec Amnesty International Belgique. Lorsque j'ai repris la Maison de quartier, il a été décidé de manière collégiale que la tutelle de la Maison des femmes serait reprise par la Maison de quartier. Tous les axes qui peuvent contribuer à l'émancipation des femmes continuent, comme le projet Alpha qui est une étape importante et les listes d'attente sont vraiment très longues. Il y a régulièrement des réflexions et préparations autour de la journée de la femme du 8 mars. On a aussi mené pas mal de débats autour de l'égalité hommes-femmes. La plateforme sur les violences conjugales a été un déclic. Il y a dû avoir un travail de pédagogie avec beaucoup d'hommes car la plateforme n'était pas bien vue par certains. Nous développons aussi des partenariats avec d'autres associations d'autres communes autour d'actions spécifiques. Il est vrai que cette année a été un frein aux activités mais nous avons continué à avoir une vigilance, à diffuser une information sur les structures existantes.

Par rapport à la Motherschool, nous avons rencontré Mme Ben Ali qui a perdu son fils en Syrie. Sur base du programme Save, ceci nous intéressait par rapport à la lutte contre la radicalisation. Les

modules pris à charge de la Maison de quartier, ont eu un impact phénoménal sur les mamans. Huit modules parlaient surtout de communication intrafamiliale et ont révélé un manque important au sein des familles. Deux modules parlaient des critères pour pouvoir détecter au maximum les signes de radicalisation opérés chez un jeune. Il y a eu beaucoup d'interactions et un travail formidable de Saria Ben Ali. On a ainsi pu éviter le départ de 2 jeunes. J'ai vu la transformation de plusieurs mamans qui au départ n'osaient pas parler. Malheureusement, on a pas eu de subventions pour pouvoir poursuivre ce travail en tant que tel mais, malgré cela, le travail continue grâce aux outils donnés à la direction et à l'équipe.

**Question de Mr Hacken** : quelle est exactement la différence entre l'APOMSA et la Maison de quartier ?

**Question de Mme Kopolowicz** : concernant le 8 mars et l'aspect « violences », qu'est-ce qui a été mis en place concrètement ?

**Réponse de Mme El Yousfi**

L'APOMSA a été créée il y a 20 ans, suite aux émeutes et à la critique du fait que les papas ne s'impliquaient pas dans l'éducation de leurs enfants. L'axe principal est donc mené par des papas qui s'impliquaient. L'APOMSA est l'association de parents d'origine maghrébine de Saint-Antoine. Il leur fallait une structure pour les accueillir et cela a été la Maison de quartier afin de leur donner l'espace pour les activités de soutien scolaire à travers l'école des devoirs. La Maison de quartier s'occupe de l'accueil des enfants entre la fin de l'école de jour et le début de l'école de devoirs. C'est un partenariat qui a toujours existé historiquement et qui demeure.

Concernant la question sur les violences, il y avait des ateliers, des échanges, des échanges avec d'autres associations d'autres communes, la préparation de la journée des femmes en tant que telle.

Sur le plan financier, cela dépend des projets. Il y a des soutiens de la Région et une dotation de la Commune.

**Intervention de Mr Stokkink pour Vivaqua et Créma.**

Pour l'intercommunale Créma, Forest a juste un délégué à l'AG qui se réunit une fois/an. L'intercommunale se porte bien et c'est bien triste vu le nombre de morts. L'intercommunale est aussi en développement car il y a plus de morts qui se font incinérer et qu'il y a une gestion convenable. Il va y avoir un nouveau centre de crémation dans le cimetière d'Evere en 2022. Il y a aussi une extension d'un crématorium animalier à Schaerbeek. Il y a des investissements extrêmement importants qui sont réalisés au niveau du nouveau crématorium d'Evere mais aussi en matière d'environnement pour réduire la facture énergétique. Il y a un accord avec Sibelga qui préfinance des investissements en matière énergétique. Pour cette année-ci, il y aura des répercussions financières négatives avec la fermeture du secteur HORECA du crématorium.

Pour Vivaqua, je suis administrateur. Il n'y a toutefois pas de représentant au bureau exécutif. Nous siégeons au CA et à l'AG. Le CA se réunit une fois/mois. Nous siégeons aussi au Comité de rémunération. Vivaqua est en charge de la production, du traitement, du transport et de la distribution d'eau potable, ainsi que de la lutte contre les inondations. La gestion de l'entreprise



publique a été changée il y a 2 ou 3 ans. Il y a un plan stratégique mis en place rapidement pour 2019-2024, concerté avec plusieurs centaines de membres du personnel. Cela a mis en avant l'action de Vivaqua qui est de « *garantir l'accès durable et constant à une eau de qualité, collecter les eaux usées et lutter contre les inondations* ». L'enjeu de Vivaqua est par conséquent extrêmement important pour chaque citoyenne et citoyen. Le CA est extrêmement actif avec le conseil d'audit et le conseil de rémunération qui travaillent tous en phase avec les représentants du personnel qui sont également très actifs. Il s'agit d'une belle entreprise publique dont les Bruxellois.e.s peuvent être fiers. Forest sera en avant-garde grâce à une collaboration avec la direction de Vivaqua, Mr Mugabo et la fonctionnaire en charge de cette matière, pour avoir un financement en terme de récolte des eaux de pluie et de leur réutilisation. Au niveau social, il y a une action vis-à-vis des sans-abris pour ne pas faire payer l'eau aux associations qui s'en occupent. Il y a de grandes discussions avec les autorités régionales concernant les subsidiations pour Vivaqua en vue de compenser une faible indexation des tarifs et avoir des éléments spécifiques pour les utilisateurs sociaux.

#### Question de Mme Koplowicz.

Il y a eu tout un débat à Bruxelles sur l'augmentation du prix de l'eau et la non-coupeure. Quelle est la position de notre délégué forestois quand on a dû voter tout cela à Vivaqua ?

#### Réponse de Mr Stokkink.

Tout est public. Tous les documents sont disponibles. Il y a une volonté du bureau exécutif et de la direction générale de Vivaqua d'avoir un dialogue avec la Région pour savoir qui va payer quoi. Au niveau du CA, il y a une discussion et nous avons soutenu qu'il fallait garder une entreprise publique rentable et donc avec une indexation des tarifs, compensée le cas échéant, par une subvention régionale.

#### Intervention de Mme Huytebroeck pour le BRASS.

Je succède à la présidence de Mr Stokkink pour le BRASS.

Le BRASS a enfin été reconnu par la Fédération Wallonie Bruxelles comme centre culturel (décret nov 2013). C'est une belle reconnaissance après 10 ans d'existence. C'est une étape importante qui va renforcer les opérations culturelles de la commune.

Pour moi qui ai connu la naissance et les balbutiements de notre centre culturel c'est une étape déterminante qui permet de renforcer les opérations culturelles dans notre commune.

Atomix (jeunes publics), samedis Krapules (parents enfants) , stages, ateliers, Ecran Total ( spectacles sur écrans), opérations Hors les Murs (Monténégro Lab) (SuperVliegSuperMouche et ForestSounds) , Projet 15-25 avec les maisons des cultures de plusieurs communes , concerts, expos , résidences d'artistes chez les habitants ARTBNB . Autant d'activités qui « brassent » réellement des publics divers, de tous âges, qui allient qualité, professionnalisme et proximité, expression et créativité, éducation permanente et participation citoyenne.

Le BRASS est bien plus qu'un centre culturel c'est un lieu qui fait du lien , qui décroïsonne les différents quartiers , qui mise sur le public familial et mène avec les jeunes des activités qui

permettent d'éveiller leur esprit critique dans un vrai souci d'émancipation (axe «numérique »).

Un lieu qui met en avant l'histoire du quartier, des brasseries Wielemans avec les habitants, avec d'anciens ouvriers (expo Mémoire active).

En investissant les espaces naturels à l'arrière du bâtiment, les potagers , en organisant Juin au jardin, les Feux de la St Jean Brass , c'est la culture qui a investi la nature en la respectant et en la valorisant.

C'est un lieu en lien : avec les écoles et les associations mais aussi le CPAS et la maison de repos. Ateliers théâtre à l'école (tous les réseaux) , création costumes carnaval au Bempt, avec le CAIRN, Medina mais aussi le dispositif Relais et du théâtre action avec des ex détenus.

C'est un lieu en lien avec le centre culturel NL Ten Weyngaert ateliers créatifs, spectacles de conte, Superviegsupermouche. Mais aussi avec le Wiels, Divercity.

Un lieu qui développe des outils pédagogiques, DECODE (jeu de cartes), un jeu de rôle qui pousse les jeunes à se positionner et à développer un regard critique face aux écrans.

C'est un lieu qui se déploie, avec le projet ABÿ qui entre dans sa dernière phase de son contrat de quartier ) autour de l'Abbaye . But : réunir des institutions liées à la culture : bibliothèque, accueil jeunesse, académie. Salle spectacle.

Assemblée générale : 20 personnes chambre privée et 18 pour chambre publique (représentants des différents partis majorité et opposition). 1 à 2 fois par an

Conseil administration : 18 personnes , 1 fois tous les trois mois

Bureau : 4 personnes : présidente, vice présidente, échevin, directeur et coordinatrice administrative et financière , min une fois par mois.

Conseil d'orientation a travaillé sur la mise en place de nouvelles missions.

Equipe : direction : Frédéric Fournes et 16 personnes

Accent a été mis sur la communication: affiches, dépliants, visuels instagram, réseaux sociaux .

Moins de supports papiers. Blog. Newsletter de JeanBRASS.

Très belles et nombreuses répercussions médias.

Bâtiment emblématique mais en perpétuelle rénovation, repenser l'entrée, autre organisation du flux du public.

Le budget tourne autour de 900.000 € avec la part de la Commune de 334.000 €, de la COCOF 183.000, de la FWB, 83.000 et des ressources propres autour de 70.000 €. Malheureusement, pour 2021, les ressources propres diminueront très fort. Nous espérons une augmentation de la dotation de la FWB dans le cadre du décret et une compensation par rapport aux pertes de recettes.

Que signifie une présidence de centre culturel ?

Ce n'est certainement pas s'occuper de la programmation ou intervenir et s'ingérer dans une programmation, il y a une équipe qui s'en charge. Mais c'est certainement au-delà des gestions administratives à assurer : signatures de documents, d'engagements, de contrats...c'est certainement soutenir l'équipe et l'accompagner.

Certainement et encore plus lors de périodes difficiles comme nous le vivons en période de crise sanitaire qui voit l'annulation de nombreux projets, une équipe partiellement en télétravail, une parenthèse dans les liens sociaux établis .

C'est un lien permanent avec l'échevin de la culture francophone Charles Spapens mais aussi l'échevine de la culture NL. Esmeralda Vandenbossche.

C'est un lien avec le conseil d'administration ( malheureusement peu réuni en présentiel depuis mars).

C'est assurer bien plus qu'une représentation politique mais un accompagnement sans interférer dans la gestion au quotidien . Et malgré tout ce sont aussi des décisions à prendre au niveau de la gestion du personnel en collaboration avec le directeur et la coordinatrice administrative.

Et c'est aussi permettre des liens avec d'autres niveaux de pouvoir, la région, la Cocof, la Fédération Wallonie Bruxelles, les autres communes.

Forest peut se targuer d'avoir un centre culturel qui n'a rien à envier à ses voisins, que du contraire. Une programmation de qualité, une équipe motivée, une direction passionnée .

Nous pouvons être fiers des actions et de la solidarité de l'équipe du Brass pendant la crise, répondant présent aux demandes de la commune en proposant ses locaux : distribution masques, conseils communaux, stages.

Qui a accompagné l'appel aux projets aux artistes forestois, qui a accompagné le projet avec les seniors Bons Baisers de Forest.

L'objectif sera certainement en 2021 de renouer avec les publics qui n'ont plus pu fréquenter le Brass . L'équipe est prête , les différentes instances aussi , en espérant pouvoir continuer à bénéficier du soutien indispensable de la commune et de ses instances.

### Intervention de Mme Dupont pour SIBELGA

La structure de SIBELGA est composée de 3 niveaux :

- Interfin qui est l'intercommunale qui exerce la fonction de holding.
- Sibelga qui est l'intercommunale qui assure la fonction de gestionnaire des réseaux de distribution d'électricité et de gaz en Région de Bruxelles-Capitale et propriétaire des réseaux
- BNO (Brussels network operation) qui est une société coopérative qui emploie la totalité du personnel de chez Sibelga.

Le rôle d'Interfin est de déterminer la participation des communes dans Sibelga, dans la société de transport d'électricité et de gaz fédéral Elia et Fluxis, d'assurer un lissage des dividendes attribuées aux communes bruxelloises sur base du résultat financier réalisé dans les sociétés participantes, ainsi que de contribuer à une gestion financière efficace du groupe.

Le rôle de Sibelga comme gestionnaire de réseau en région bruxelloise vise la régulation tarifaire, la qualité des services et la compatibilité des structures et de bons comportements pour le

**fonctionnement du marché.**

**Le rôle de BNO est la gestion du personnel du groupe, soit +/- 1030 personnes en 2019.**

**Dans le CA, il y a 28 administrateurs communaux. Dans le bureau, il y a 7 administrateurs. Chez BNO, il y a 3 administrateurs sur les 7 désignés.**

**Les administrateurs touchent un jeton de présence de 122 € (ordonnance du 14 décembre 2017).**

**L'ordre du jour de l'AG qui s'est réunie le 17 juin 2019, concernait la distribution des dividendes aux communes. En 2020, elle s'est réunie le 16 juin mais j'étais en congé de maternité. L'ordre du jour était identique. Il y a eu le même jour une AG extraordinaire portant sur la mise en conformité des statuts, en regard du nouveau code des sociétés et associations.**

**Les compétences au niveau du CA sont les tarifs, les règlements, les programmes d'investissements, les missions de service public devant être adaptées en fonction des lois et ordonnances organisant les marchés de l'électricité et du gaz. Chaque commune dispose au minimum d'un représentant. Les communes de plus de 70.000 et 100.000 habitants ont 2 administrateurs. En 2019, on s'est réuni 11 fois et le taux de présence était d'environ 80%.**

**Le comité directeur a pour rôle le fonctionnement du marché et la politique de régulation, à l'exception des matières tarifaires et réglementaires, la gestion et le contrôle des filiales et sociétés participantes, la nomination des membres du comité de direction et les marchés publics. Ils se sont réunis 13 fois en 2019.**

**Le Comité d'audit est l'organe consultatif du comité directeur. Ce sont les 7 mêmes administrateurs. Ils assistent au reporting financier et au suivi des mesures de contrôle interne et de gestion des risques de Sibelga, du suivi du contrôle des comptes et de l'indépendance du commissaire réviseur aux comptes. Ils se sont réunis 4 fois en 2019.**

**Quelques projets...**

**Le projet ENRclic : c'est la prolongement logique du service de la comptabilité énergétique que Sibelga fournit aux communes bruxelloises depuis 2011, avec le soutien financier de Bruxelles-Environnement. Il s'agit d'un monitoring de la consommation d'énergie qui s'étend aux acteurs régionaux pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments publics. Il y a 1706 sites suivis, 19294 compteurs, 120 clients.**

**Le projet Solarclic qui consiste à équiper de panneaux photovoltaïques les toitures des bâtiments publics bruxellois (bâtiments administratifs, infrastructures sportives et scolaires, etc.). 38 bâtiments sont équipés de panneaux « solarclic », ce qui représente 19.617 m<sup>2</sup>, 3.178.144 KW/H, 1.253,77 d'économie en terme de CO<sub>2</sub>.**

**Depuis avril 2019, le télétravail est proposé aux membres du personnel pour autant que la fonction le permette. Avec les circonstances de la crise sanitaire, le télétravail est fortement encouragé et, si ce n'est pas possible, des équipements de protection individuels sont prévus.**

**Concernant les clients protégés, Sibelga intervient dans certains cas et en dernier ressort en tant que**

fournisseur d'énergie pour des clients en rupture de paiement avec leur fournisseur commercial. Il s'agit d'un statut créé par la Région bruxelloise (2301 clients protégés en électricité et 1819 en gaz – chiffres 2019). Suite à la crise sanitaire, le statut de client protégé a été étendu (statut Covid 19). Il y a plusieurs conditions : être domicilié en Région bruxelloise, avoir reçu une mise en demeure de son fournisseur commercial d'énergie et bénéficier ou avoir bénéficié du chômage temporaire ou du droit passerelle pendant minimum 14 jours pendant la période du 14 février au 31 décembre 2020.

Concernant le plan stratégique 2020-2024, il y a 3 mesures :

- **La borne de recharge électrique en voirie.** Selon une étude réalisée en 2019, 1,5 millions de véhicules électriques sont prévus pour 2030 et 4 millions en 2050 sur les routes belges. Pour assurer cela, Sibelga va entreprendre le rôle d'opérateur de bornes de recharge. Cela implique une mise en place d'une plateforme de gestion et de bornes permettant à plusieurs fournisseurs commerciaux d'y vendre leur énergie. L'objectif pour 2024 est la démonstration de faisabilité des bornes en voirie, le déploiement de près d'un millier de bornes garantissant une accessibilité équitable pour tous les Bruxellois.
- **Le Mobiclic.** Le COBRACE impose aux pouvoirs publics de se tourner vers des véhicules zéro émission pour tout nouvel achat de véhicule utilitaire pour 2024. Afin d'assurer ce devoir d'exemplarité, les pouvoirs publics ont exprimé leur volonté de bénéficier de l'expertise de Sibelga lors de la verdurisation de son propre parc de véhicules utilitaires. A l'instar de ENRclie et Solarclie, Sibelga entend devenir le partenaire privilégié des pouvoirs publics en terme de mobilité alternative. Il s'agit d'aider les pouvoirs publics dans la verdurisation de leur charroi, sans oublier l'installation de bornes de recharge et de pompes CNG dans leurs garages et parkings. L'objectif pour 2024 est la réalisation d'une centrale de marché de véhicules pour les pouvoirs publics bruxellois, le placement de bornes de recharge et de pompes CNG en domaine privé ou semi-public, la majeure partie de nouvelles commandes de véhicules utilitaires par les 19 communes, réalisées par Mobiclic.
- **Le compteur intelligent.** Depuis janvier 2019, Sibelga a lancé son propre projet pilote Smart dans la foulée d'une ordonnance au Parlement bruxellois définissant les modalités d'installation des compteurs électriques. Il y a 14228 nouveaux compteurs de ce type installés en 2019. L'objectif pour 2024, est de passer à autre chose dans le déploiement des compteurs intelligents. Pour Sibelga, il s'agit de poursuivre un objectif social. La précarité énergétique touche 28,3 % des ménages. Il est donc important que chaque consommateur puisse agir sur sa consommation afin de pouvoir réduire sa facture énergétique. Sibelga entend développer une solution online, facile d'accès, qui utilise les moyens actuels de communication comme le compteur intelligent. L'information sur la consommation serait disponible à tout moment et transmise directement au client. Le service sera gratuit et reposera sur des données que seul Sibelga pourra gérer. L'objectif pour 2024 sera la fourniture de l'application et l'installation de compteurs intelligents auprès d'une centaine de personnes ciblées en 2020 d'après une étude de faisabilité.

**Question de Mr Hacken**, concernant la structure et cette séparation entre un holding et deux pôles.

J'imagine qu'en interne, ils ont des raisons pour justifier cela mais, vu de l'extérieur, ce truc apparaît comme un brol qui ne semble pas clair et qui ouvre toutes sorte de spéculations et d'idées louches sur le pourquoi on garde ces 3 structures. Existe-t-il une réflexion pour fusionner tout cela

comme ça a été fait dans le secteur de l'eau avec Vivaqua et Hydrobru ?

**Question de Mme Plovie.**

Quels sont les bâtiments qui participent à ce projet énergie. Comment se présentent ces économies d'énergie. Sont-elles importantes ?

Un petit point d'attention. Il y a un projet « autoconsommation » qui se fait avec l'ULB à partir du haut de Forest. Il y a un travail qui est fait avec les habitants pour permettre, à partir de bâtiments publics, de leur donner de l'énergie verte (idem pour des locataires). Il y a eu beaucoup de contacts pour ce projet et nous sommes à ta disposition pour pouvoir en parler et le faire avancer.

**Réponse de Mme Dupont.**

Pour répondre à la première question, il y avait déjà à l'époque deux structures. Ensuite, ils ont voulu scinder la partie financière et la partie administrative. A l'avenir, je pense que ce serait mieux de fusionner pour éviter qu'il y ait deux antennes pour la même intercommunale.

Concernant le projet d'autoconsommation je ne suis pas au courant mais je peux toujours le relayer à Sibelga.

*Par mail envoyé le 25 novembre à Mme la Secrétaire communale, Mme Dupont précise : « Bonjour Laurent,*

*Je reviens vers toi par rapport à ta question d'hier concernant Interfin/Sibelga.*

*J'ai repris mes notes car j'avais posé la question à l'époque.*

*Voici ce qui en résulte :*

*Pour regrouper Sibelga et Interfin, cela n'est pas possible car il est important de dissocier le pôle financier et le pôle GRD.*

*De plus, l'ordonnance électricité ne permet pas de cumuler les deux...*

*J'espère avoir répondu à ta question ».*

Mevrouw de Voorzitster legt uit dat er 19 structuren geïdentificeerd zijn. Ze betreurt het dat ze niet veel antwoorden heeft gekregen op haar vragen (via e-mail en telefoon). Er komen 7 interventies.

Verschillende gemeenteraadsleden danken mevrouw de Voorzitter voor de organisatie van deze zitting.

Het verzoek van de heer Pierre-De Permentier om een actualiteitsvraag toe te voegen wordt afgewezen.

De heer Loewenstein vraagt om de Teams-link te publiceren op de gemeentewebsite, zodat iedereen kan deelnemen.

Mevrouw de Voorzitster noemt de structuren waarvoor niemand bij de vergadering aanwezig is. De structuren waar de heer Roberti de vertegenwoordiger is:

- Het SVK van Vorst. De heer Stokkink zal de volgende keer optreden.
- Het PWA. Er is beslist dat de door de Raad aangestelde mandatarissen verslag moeten

komen uitbrengen en niet het administratief personeel.

- **BRULABO.** Momenteel is er geen vertegenwoordiger.
- **BRULOCALIS.** De heer Roberti heeft ontslag genomen en dus moet hij worden vervangen.
- **De Conferentie van Burgemeesters.** Aangezien het om een feitelijke vereniging gaat, moet er geen verslag aan de gemeenteraad uitgebracht worden.
- **De GSOB.** De heer Roberti zou ontslag hebben genomen. Te verifiëren ...
- **De GIP.** Nakijken of het de gemeenteraad is die een vertegenwoordiger afvaardigt.
- **La Famille Forestoise.** Er zijn andere mandatarissen voor de volgende keer.
- **Zuiderhaard.** Mevrouw Angeli zal de volgende keer gaan.
- **Iristeam (private vzw).** Het betreft een lid van de administratie.

De vzw **MARGE** werd ontbonden. Mevrouw De Ridder verklaart dat er geen politieke mandatarissen zijn in deze vzw en dat zij dus niet de juiste persoon is om de vereniging voor te stellen.

Voor de Lokale Opdracht wil de heer Spapens verslag uitbrengen omdat hij lid is van het Bureau.

De heer Hacken preciseert dat elke vertegenwoordiger van de gemeenteraad bij organismen een verslag van maximaal 2 pagina's moet maken over de manier waarop hij/zij de gemeente er verdedigt en over de manier van werken. Het is een collegiaal verslag en niet alleen van de voorzitter.

Mevrouw Plovie stelt voor om dit tegen 2021 te doen.

Mevrouw de Voorzitster stelt voor om het document vóór de vergadering over te maken, zodat iedereen zijn vragen kan voorbereiden.

Mevrouw El Yousfi stelt voor de zitting over dit onderwerp na de Algemene Vergadering te houden, zodat de activiteitenverslagen als bijlage bij de nota van twee pagina's kunnen worden gevoegd.

#### Interventie van mevrouw De Ridder voor vzw Decroly

Wat de Raad van Bestuur betreft, zijn er ook de dames El Hamidine, De Laveleye en Dupont.

Het Instituut Decroly bestaat uit 4 structuren, waarvan de kern bestaat uit 3 scholen: een kleuterschool (type 3) voor autistische kinderen, een basisschool (type 3) voor kinderen met karakter- en autistische stoornissen en een beroepssecundaire school (type 1 en type 3). Er zijn 175 leerlingen van 2,5 tot 21 jaar oud.

Het doel van het centrum is kinderen in staat te stellen een sociaal erkende status terug te vinden, om kinderen op te nemen die het risico lopen om achterstand op te lopen of de school te verlaten. Een tweede doelstelling is een gepersonaliseerde benadering van de sociaal-familiale omgeving en sociaal-professionele integratie.

Op het niveau van de kleuterschool wordt elke klas begeleid door een multidisciplinair team

(leerkracht, opvoeder, psycholoog, logopedist, psychomotorische therapeut, maatschappelijk werker, verpleegkundige). De kinderen worden van jongsaf aan individueel omkaderd. De pedagogische keuze is een gedragswetenschappelijke benadering die erop gericht is de positieve houding van het kind aan te moedigen en het leervermogen te stimuleren. De methodes om deze doelstellingen te bereiken zijn internationaal erkend (ABA, TEACH, PECS, ...), om de autonomie, de levenskwaliteit en de integratie te bevorderen. Er wordt ook fundamenteel werk met de gezinnen verricht via regelmatig contact tussen de teams en de ouders, om aan specifieke verwachtingen te kunnen beantwoorden. Wanneer een kind wordt opgenomen, gebeurt dit op verzoek van een centrum voor geestelijke gezondheidszorg of een PMS-centrum, door de ouders, door een centrum voor sociale dienstverlening, door een referentiecentrum, ... Er worden een balans opgemaakt bij de opname, na 6 maanden en na 1 jaar.

Op het niveau van de basisschool en de middelbare school zijn de doelgroepen jongeren die aan de grens van de zorg, sociale ondersteuning, bijzonder onderwijs, gehandicaptenzorg, revalidatie en psychiatrie zitten, wat veelzijdige zorg vergt. De jongeren komen uit de hele Brusselse Gewest. Het zijn kinderen die de school verlaten hebben, maar die nog terug naar school kunnen. Op de basisschool worden tijdens het schooljaar een hele reeks activiteiten aangeboden (sport, recreatie, creativiteit, excursies, ...) en er zijn ook stages tijdens de schoolvakanties.

Overleg is ook zeer belangrijk: leerlingenraad, kinderradviesraad, participatieraden, familiebijeenkomsten, samenwerking met externe partners (CPMS, begeleidingscentra, SAJ, SPJ, ...).

Naast het dagcentrum is er het respijtcentrum 'La parenthèse'. Dat centrum heeft verschillende doelstellingen. Het biedt gezinnen van kinderen met een ontwikkelingsstoornis de mogelijkheid om op adem te komen door het kind tijdelijk uit de gezinsomgeving te verwijderen. Het doel is om preventief te werken aan de ouder-kindrelatie, om verwaarlozing of misbruik te voorkomen. Het doel is ook de breuk van de relatie tussen het kind en de ouders te voorkomen. Tijdens de tijdelijke verhuizing wordt met de ouder(s) en het kind samengewerkt. Zo worden de ouders ondersteund. Het doel is ook dat het kind wordt opgevangen in een gestructureerde omgeving met individuele zorg die is aangepast aan zijn of haar behoeften. De opvangcapaciteit van dit centrum is 6 kinderen van 4 tot 10 jaar gedurende 90 dagen.

Er is ook een begeleidingsdienst, 'Trait d'union'. Dat is een vereniging die in het laatste kwartaal van 2019 met haar activiteiten is begonnen. Hun doel is de sociale, culturele, economische en materiële barrières weg te werken die een persoon met een handicap verhinderen om in de maatschappij te worden opgenomen. Er wordt hulp aangeboden op verschillende vlakken: gezinsleven, beroepsopleiding, openstelling tot de wereld, dagelijks leven ... De 3 doelstellingen zijn het verbeteren van de levenskwaliteit, autonomie en ontplooiing. De doelgroep zijn kleuters tot jongvolwassenen. Het centrum heeft een erkenning om 12 personen te begeleiden gedurende een kalenderjaar.

De 4e structuur is het opvangcentrum, dat tot doel heeft kinderen te huisvesten voor wie het gezin de beslissing neemt om het kind tijdelijk te plaatsen. Het doel is ook om de gezinsleden te ondersteunen in hun streven om zich te herpositioneren in hun rol en hun relatie opnieuw op te bouwen. Afhankelijk van de leeftijd en de rijpheid van het kind, wordt het kind ondergebracht in een van de drie eenheden die een kleine leefgemeenschap vormen. Elke groep staat onder het toezicht van een



educatief team.

Als lid van de raad van bestuur moet ik de rekeningen, de begroting en het activiteitenverslag valideren. De raad van bestuur vergadert om de twee maanden. Soms is er ook tussendoor overleg als er een probleem is of als de directie wil dat we ons in een bepaald thema verdiepen. We hebben vergaderd met elk team, dat zijn werk voorstelde en soms de moeilijkheden schetste. Op het vlak van bestuur zijn wij er om de directie te ondersteunen wanneer zij onze mening vragen, onze goedkeuring, met betrekking tot beslissingen die zij nemen op het vlak van bestuur, personeel of pedagogische richtlijnen. Zo hebben we bijvoorbeeld het sturingsplan en het intern reglement van het instituut goedgekeurd.

Ik blijf tot uw beschikking. Als er zeer specifieke vragen zijn, kan ik ze noteren en doorgeven aan de directie.

**Vraag van de heer Hacken:**

Is er een wachtlijst? Zijn de scholen volzet? Wat is de link tussen het instituut en onze gemeentescholen?

**Vraag van mevrouw Koplowicz**

Zijn er banden tussen de instelling en onze scholen in een streven naar inclusie? Weten we wat er gebeurde tijdens de lockdown? Kon het dagcentrum verder functioneren?

**Vraag van de heer Pierre-De Permentier**

Zijn er met betrekking tot de werking van de structuur vertegenwoordigers van andere gemeenten? Wat is de reden voor de aanwezigheid van gemeentelijke verkozenen in deze structuur?

**Antwoorden van mevrouw De Ridder**

Er zijn wachtenden voor het respijtcentrum. Voor de andere structuren zal ik later terugkomen met precieze antwoorden.

Wat betreft de band tussen het instituut en onze scholen, is er naar mijn weten geen enkele. We hebben twee scholen die ook type 8 en type 3 kinderen opvangen.

Tijdens de lockdown is de instelling blijven werken. We kregen regelmatig nieuws van de directie in verband met de voorzorgsmaatregelen. De feedback was zeer positief, vooral met betrekking tot het opvangcentrum. Het leven van de jongeren werd niet echt verstoord. Integendeel, ze hadden het gevoel dat de anderen een beetje zoals zij leefden en dat ze dus binnen de norm zaten. Er zijn soms enkele klassen gesloten, maar niet meer dan in andere scholen. In de zomer waren er georganiseerde kampen.

De structuur wordt overkoepeld door 3 gemeenten (Sint-Gillis, Vorst en Molenbeek). De voorzitter van de raad van bestuur is Catherine Moureaux.

**Interventies van mevrouw El Yousfi, voor het Buurthuis en het Jeugdhuis van Vorst**

**1. Jeugdhuis van Vorst**

Wat het Jeugdhuis betreft, zijn veel activiteiten in 2020 verstoord, gezien de situatie. Maar het Jeugdhuis bleef actief voor de ondersteuning op schoolvlak. Er is huiswerkbegeleiding voor het 5e, 6e leerjaar en het 1e en 2e middelbaar op maandag, dinsdag en donderdag van 16 tot 18 uur. In het kader van het programma voor sociale cohesie is er ook een 'huiswerkschool' voor het 3e leerjaar en

voor het 3e tot 6e middelbaar. Er zijn ook workshops op woensdagmiddag om te schilderen, knutselen ...van januari tot half maart, plus de heropstart in september voor de jongeren onder de 13 jaar. Wat betreft de seizoensprogrammatie, met name tijdens de krokusvakantie, was er een stage aan het Lac de l'Eau d'Heure en sportieve, artistieke en ludieke activiteiten. Er is ook de voorbereiding van een festival met de Federatie van Jeugdhuisen gepland voor 2021. Er is een fijne dynamiek voor de meisjes, die verschillende activiteiten doen om hun projecten te financieren. Er is ook samenwerking met de vzw Eveil, met name in het kader van de Vrouwendag op 8 maart. Van 18 april tot 19 mei werden er voedselpakketten gemaakt voor kansarmen. Gedurende de hele lockdown werden er ook maskers uitgedeeld die in het Jeugdhuis binnenkwamen via giften, evenals de maskers die door de gemeente werden uitgedeeld. Die verdeelden ze onder hun publiek, maar ook onder degenen die voor de voedselpakketten kwamen. Er is ook de as van de vergroening en verfraaiing van de wijk, door de plaatsing van banken en boekenkasten (antenne VroegeGroenten en de Merode), het maken van plantenbakken voor de antenne van het wijkcontract Wiels-aan-de-Zenne en de schoonmaak van de trottoirs, de moestuin en het moeras.

In de zomervakantie was er "Brussel in vakantie", met activiteiten rond het Jeugdcentrum. Er was de 6 weken durende "zomer van de jeugd" met sportieve, artistieke en ludieke activiteiten, een videostage in de Ardennen met de 'Cité des jeunes' van Sint-Gillis om een kortfilm te maken, en de stage van de Jeugdraad. Binnen het Jeugdhuis is er dus een Jeugdraad in opbouw, met regelmatige vergaderingen.

Op 16 juli was er het bezoek van de minister van Jeugd, mevrouw Glatiny. Op 27 september was er een opendeurdag. Er is ook leerondersteuning op afstand voor het 3e, 4e, 5e en 6e middelbaar, evenals de terbeschikkingstelling van IT-ruimtes en -middelen voor jongeren die dat thuis niet hebben. Er zijn ook workshops op woensdag, inclusief dans, voor kinderen jonger dan 13 jaar.

Naast de permanente activiteiten zijn er ook heel wat eenmalige activiteiten in samenwerking met andere verenigingen, o.a. met 'Cité des jeunes'.

#### Vraag van de heer Hacken

Het verslag toont de dynamiek van het Jeugdhuis van Vorst. Ze leveren werkelijk mooi werk, zoals de leesplekken, de inrichting van de tuin, ... Maar het Jeugdhuis wil verdergaan en verruimen qua doelgroep, proberen andere wijken en andere jongeren te bereiken, om een mix te bevorderen die nuttig en relevant kan zijn.

#### Vraag van de heer Pierre-De Permentier

Ik had graag meer details over de overlevering van het Huis van de Vrouw en over wat er werd gedaan rond initiatieven met het oog op de emancipatie van de vrouw.

#### Antwoorden van mevrouw El Yousfi

Wat het Jeugdhuis betreft, is het interessant om het activiteitenverslag te bekijken om een veel breder en vollediger beeld te krijgen van wat er gebeurt, vooral omdat het een jaar is geweest waarin alles werd verstoord. Er wordt al veel gewerkt met de 'Cité des jeunes' van Sint-Gillis. Er is een streven om zo veel mogelijk samenwerkingsverbanden tot stand te brengen, in alle wijken. Ik

denk aan Sint-Denijs, de nieuwe wijk die met de ontwikkeling van de Bempt zal ontstaan. Er is natuurlijk de kwestie van het beschikbaar personeel, maar er wordt over nagedacht om naar andere wijken toe te gaan.

## 2. Het Buurthuis Sint-Antonius

De pijlers van het buurthuis zijn:

- Eerstelijns onthaal en doorverwijzing naar andere structuren
- Frans taalondericht (pool Alpha)
- Acties ter ondersteuning van het ouderschap
- Hulp bij huisvesting
- Sociaal-juridische hulp met de aanwezigheid van een advocate
- Acties ter attentie van jongeren (tieners), schoolondersteuning van september tot juni, acties in samenwerking met Apomsa
- Het project SPI met art. 60 en DSP
- Transversale acties zoals wijkfeesten, debatten rond burgerzin, gendergelijkheid, strijd tegen ongelijkheid en ook theater, uitstappen, ...

In de eerste week van maart werd het team als gevolg van federale maatregelen geconfronteerd met een plotse sluiting, een grote vraag en de invoering van een andere werkwijze. Gezien de sociaal-economische situatie en rekening houdend met de geestelijke gezondheid, moesten de teams tot actie overgaan, met oog voor de voorzorgsmaatregelen, en alle vragen beantwoorden. Er waren dus telefonische permanenties (juridische dienst en huisvestingsdienst), maar ook afspraken in alle veiligheid. Fysieke permanenties waren er in april, mei en juni. Er werden WhatsApp-groepen gecreëerd voor volwassenen van de pool Alpha en voor jongeren. Er was ook inbreng voor solidariteitsacties: het opstellen van een lijst met gezinnen voor voedselpakketten, contactname om de behoeften te bepalen, doorgeven aan andere structuren, samenwerking met andere verenigingen ... De teams maakten stoffen maskers voor cursisten, mensen zonder papieren, ... Ze werkten ook mee aan het sorteren en verdelen van de maskers door de gemeente op de Axima-site. Eind juni werd met Apomsa een uitstapje met de tienergroep georganiseerd, evenals activiteiten in juli en augustus voor de tieners. Vanaf september was er een reorganisatie omwille van de veiligheidsmaatregelen en de opsplitsing van de klassen, een reorganisatie van de ruimte om volwassenen en kinderen zonder problemen te kunnen ontvangen (raadplegingen van de cel Huisvesting en de sociaal-juridische cel op het gelijkvloers). Sociaal-juridische bijstand heeft betrekking op verschillende kwesties: huurverlaging, problemen met huurcontracten, informatie over de rechten van huurders, opvolging van juridische problemen, steun bij overlijden ... Er is ook de aankoop van IT-materiaal voor cursisten en voor afstandsonderwijs.

Gezien de impact van de coronacrisis op de bevolking wordt alles in het werk gesteld om zo toegankelijk mogelijk te blijven.

**Vraag van mevrouw Plovie** Ik zou meer informatie willen over de Motherschool die in het leven geroepen werd.

### Antwoord van mevrouw El Yousfi

Wat betreft de vraag van de heer Pierre-De Permentier: het Huis van de Vrouw bevindt zich nog steeds in het Buurthuis Sint-Antonius. Historisch gezien was het Huis van de Vrouw ondergebracht bij gelijke kansen toen ik schepen was. We hadden een platform over huiselijk geweld opgericht in samenwerking met Amnesty International België. Toen ik het Buurthuis overnam, werd er collegiaal besloten dat het toezicht over het Huis van de Vrouw zou worden overgenomen door het Buurthuis. Alle assen die kunnen bijdragen aan de vrouwenemancipatie blijven, zoals het project Alpha, dat een belangrijke stap is en de wachtlijsten zijn echt lang. Er zijn regelmatig debatten en denkoefeningen rond de Vrouwendag op 8 maart. Er zijn ook nogal wat debatten over gendergelijkheid gevoerd. Het platform over huiselijk geweld was een trigger. Er was veel pedagogisch werk nodig ten aanzien van veel mannen, want het platform werd door sommigen niet goed begrepen. We werkten ook samen met andere verenigingen uit andere gemeenten rond specifieke acties. Dat dit jaar betekende een rem op de activiteiten, maar we zijn waakzaam gebleven en bleven informatie over de bestaande structuren verspreiden.

In het kader van de Motherschool hebben we mevrouw Ben Ali ontmoet, die haar zoon in Syrië heeft verloren. Op basis van het programma Save interesseerde dit ons in verband met de strijd tegen radicalisering. De modules van het Buurthuis hadden een fenomenale impact op de moeders. Acht modules behandelden vooral de communicatie binnen het gezin en brachten een groot gebrek aan communicatie binnen de gezinnen aan het licht. Twee modules behandelden de criteria om zoveel mogelijk tekenen van radicalisering bij een jongere op te sporen. Er was veel interactie en Saria Ben Ali deed het geweldig. We hebben het vertrek van twee jongeren kunnen voorkomen. Ik heb de transformatie gezien van verschillende moeders die eerst niet durfden te spreken. Helaas hebben we geen subsidies gekregen om dit werk voort te zetten, maar toch gaat het werk door dankzij de instrumenten die de directie en het team kregen.

Vraag van de heer Hacken: Wat is het verschil tussen Apomsa en het Buurthuis?

Vraag van mevrouw Koplowicz: Wat is er met betrekking tot 8 maart en het aspect 'geweld' geconcretiseerd?

### Antwoord van mevrouw El Yousfi

Apomsa werd 20 jaar geleden opgericht, na rellen en kritiek dat vaders niet betrokken waren bij de opvoeding van hun kinderen. Het zwaartepunt ligt dan ook bij vaders die betrokken willen zijn. Apomsa is de vereniging van ouders van Maghrebijnse afkomst in Sint-Antonius. Ze hadden een structuur nodig om samen te komen en dat werd het Buurthuis, om hun ruimte te geven voor schoolondersteunende activiteiten via de huiswerkschool. Het Buurthuis zorgt voor de kinderen tussen het einde van de dagschool en het begin van de huiswerkschool. Het is een partnerschap dat altijd heeft bestaan en nog steeds bestaat.

In verband met geweld waren er workshops, uitwisselingen, contact met andere verenigingen in andere gemeenten en de voorbereiding van de Vrouwendag.

Financieel hangt het af van projecten. Er is steun van het Gewest en een dotatie van de gemeente.

### Interventie van de heer Stokkink voor Vivaqua en Crema

Voor de intercommunale Crema heeft Vorst slechts één afgevaardigde in de algemene vergadering, die één keer per jaar vergadert. De intercommunale doet het goed, wat veeleer triestig is gezien het aantal doden. De vereniging is ook in ontwikkeling omdat er meer doden worden gecremeerd en het beheer goed is. In 2022 komt er een nieuw crematorium op de begraafplaats van Evere. Er is ook een uitbreiding van een dierencrematorium in Schaarbeek. Er worden enorme investeringen gedaan in het nieuwe crematorium in Evere, maar ook op milieuvlak om de energierekening te verlagen. Er bestaat een overeenkomst met Sibelga die de energie-investeringen prefinanciert. Dit jaar zullen er negatieve financiële gevolgen zijn met de sluiting van de horecavleugel van het crematorium.

Voor Vivaqua ben ik bestuurder. Er is echter geen vertegenwoordiger in het Bureau. We zetelen in de raad van bestuur en de algemene vergadering. De RvB komen één keer per maand bijeen. We zetelen ook in het bezoldigingscomité. Vivaqua staat in voor de productie, de behandeling, het transport en de distributie van drinkwater, maar ook voor de strijd tegen overstromingen. Het beheer van het overheidsbedrijf is 2 of 3 jaar geleden veranderd. Er is een snel uitgewerkt strategisch plan voor 2019-2024, opgemaakt in overleg met enkele honderden medewerkers. Dit onderstreept dat Vivaqua ijvert om een duurzame en constante toegang tot kwaliteitswater te garanderen, afvalwater op te vangen en overstromingen te bestrijden. De missie van Vivaqua is dus uiterst belangrijk voor elke burger. De Raad van Bestuur is zeer actief met de auditeurs en het bezoldigingscomité, die parallel werken met de personeelsvertegenwoordigers, die ook zeer actief zijn. Het is een mooi overheidsbedrijf waarop de Brusselaars trots mogen zijn. Vorst is voorloper dankzij samenwerking met de directie van Vivaqua, de heer Mugabo en de bevoegde ambtenaar, wat betreft een financiering voor de opvang en het hergebruik van regenwater. Op sociaal vlak is er een actie ten aanzien van de daklozen om de verenigingen die voor hen zorgen niet te laten betalen voor water. Er zijn grote debatten met de gewestelijke overheden over de subsidies voor Vivaqua ter compensatie van de lage indexering van de tarieven en om specifieke elementen voor de sociale gebruikers te hebben.

### Vraag van mevrouw Koplowicz

Er is in Brussel een heel debat geweest over de verhoging van de prijs van water en het niet afsluiten ervan. Wat was het standpunt van onze Vorstse afgevaardigde toen over dit alles moest worden gestemd in Vivaqua?

### Antwoord van de heer Stokkink.

Alles is openbaar. Alle documenten zijn beschikbaar. Het Bureau en de algemene directie van Vivaqua zijn bereid om in dialoog te treden met het Gewest om te kijken wie wat gaat betalen. Op het niveau van de Raad van Bestuur is er een debat en wij hebben betoogd dat een overheidsbedrijf rendabel moet worden gehouden, dus met een indexering van de tarieven, in voorkomend geval gecompenseerd door een gewestsubsidie.

### Interventie van mevrouw Huytebroeck voor BRASS.

Ik neem het voorzitterschap over van de heer Stokkink voor BRASS.

**BRASS is eindelijk erkend door de Federatie Wallonië-Brussel als cultureel centrum (decreet nov. 2013). Dat is een mooie erkenning na 10 jaar bestaan. Het is een belangrijke stap die de culturele werking van de gemeente zal versterken.**

**Voor mij is dit, na de geboorte en de eerste stapjes van ons cultureel centrum, een bepalende fase in de versterking van de culturele activiteiten in onze gemeente.**

**Atomix (jongeren), Krapules zaterdagen (ouders en kinderen), stages, workshops, Ecran Total (shows op schermen), operatie 'Buiten de muren' (Montenegro Lab) (SuperVliegSuperMouche & ForestSounds), Project 15-25 met de cultuurhuizen van verschillende gemeenten, concerten, tentoonstellingen, kunstenaarsresidenties bij inwoners ARTBNB. Heel wat activiteiten die een divers publiek van alle leeftijden op de been brengen, waarbij kwaliteit, professionaliteit en nabijheid, expressie en creativiteit, permanente educatie en burgerparticipatie aan bod komen.**

**BRASS is veel meer dan een cultureel centrum: het is een plek die banden smeedt, die de verschillende wijken ontsluit, die zich richt op het gezin en die activiteiten opzet met jongeren om hun kritische geest te ontwikkelen in een streven naar emancipatie ('digitale' as).**

**Een plek die de spots richt op de geschiedenis van de wijk, de brouwerij Wielemans met de bewoners, met voormalige arbeiders (tentoonstelling Mémoire active).**

**Door in de natuur achter het gebouw en de moestuinen o.a. 'juni in de tuin' te organiseren en 'Feux de la St Jean Brass' is het de cultuur die de natuur heeft overgenomen, ze respecteert en valoriseert.**

**Het is een plek in verbinding met scholen en verenigingen, maar ook met het OCMW en het rusthuis. Theaterworkshops op school (alle netwerken), creatie van carnavalskostuums in de Bempt, met de CAIRN, Medina maar ook Relais en actief theater met ex-gedetineerden.**

**Het is een plek in verbinding met het cultureel centrum Ten Weyngaert, creatieve workshops, vertelmomenten, SuperVliegSuperMouche. Maar ook met Wiels en Divercity.**

**Een plaats die pedagogische tools ontwikkelt: DECODE (kaartspel), een rollenspel dat jongeren stimuleert om een kritische blik te ontwikkelen ten aanzien van schermen.**

**Het is een plaats die zich ontwikkelt, met het project ABY dat de laatste fase van het wijkcontract ingaat, rond de Abdij. Het doel is om instellingen die actief zijn rond cultuur, samen te brengen: bibliotheek, jeugdcentrum, academie. Evenementenzaal.**

**Algemene Vergadering: 20 personen privé en 18 openbare kamer (vertegenwoordigers van de verschillende meerderheids- en oppositiepartijen). 1 tot 2 x / jaar**

**Raad van Bestuur: 18 personen, 1 keer om de 3 maanden**

**Bureau: 4 personen: voorzitter, ondervoorzitter, schepen, directeur en administratief en financieel coördinatrice, min. 1 keer per maand.**

**De oriëntatieraad werkte rond nieuwe missies.**

**Team: directie: Frédéric Fournes + 16 personen**

**Nadruk op communicatie: posters, folders, Instagram, sociale media. Minder papier. Blog. Newsletter JeanBRASS.**

**Zeer mooie en ruime media-impact.**

**Emblematisch gebouw, maar in voortdurende renovatie, de ingang herzien, andere organisatie van de publiekstromen.**

**De begroting bedraagt +/- 900.000 € met het aandeel van de gemeente van 334.000 €, de COCOF 183.000, de FWB, 83.000 € en eigen middelen +/- 70.000 €. Helaas zullen de eigen middelen in 2021 drastisch afnemen. We verwachten een verhoging van de dotatie van de FWB op grond van het decreet en een compensatie voor het inkomstenverlies.**

**Wat betekent een voorzitterschap van een cultureel centrum?**

**Het betekent zeker niet dat je je met de programmering moet bezighouden of dat je je met de programmering moet bemoeien, want er is een team dat daarvoor zorgt. Maar het gaat zeker verder dan administratieve beheer: ondertekening van documenten, contracten en de ondersteuning en omkadering van het team.**

**Zeker en vooral in moeilijke periodes zoals nu in de coronacrisis, waarin veel projecten worden afgelast, een team dat deels thuiswerkt, zonder de vertrouwde sociale contacten.**

**Er is permanent contact met de schepen voor Franstalige cultuur Charles Spapens, maar ook de schepen voor Nederlandstalige cultuur Esmeralda Van den Bosch.**

**Het is een link met de raad van bestuur (helaas niet veel vergaderd sinds maart).**

**Het is meer dan een politieke vertegenwoordiging, maar een ondersteuning zonder tussen te komen in het dagelijks bestuur. En ondanks alles zijn het ook beslissingen die op het niveau van het personeelsbeleid genomen moeten worden in samenwerking met de directeur en de administratieve coördinatrice.**

**En het betekent ook dat er banden met andere overheidsniveaus, het gewest, de Cocof, de Federatie Wallonië-Brussel en andere gemeenten mogelijk zijn.**

**Vorst kan er trots op zijn dat het een cultureel centrum heeft dat niet jaloers moet zijn op dat van de bureaus, integendeel. Een degelijke programmatie, een gemotiveerd team, een bekwame directie.**

**We kunnen trots zijn op de acties en de solidariteit van het team van Brass tijdens de crisis. Ze reageerden op de vragen van de gemeente, door lokalen ter beschikking te stellen voor de verdeling van maskers, gemeenteraadsvergaderingen, vormingen.**

**Wie begeleidde de projectoproep voor kunstenaars, wie begeleidde het seniorenproject 'Bons Baisers de Forest'.**

**Het doel in 2021 zal zeker zijn om weer aansluiting te vinden bij het publiek dat niet meer naar Brass kon. Het team staat paraat, net als de verschillende instanties, in de hoop te kunnen blijven genieten van de onmisbare steun van de gemeente en haar instanties.**

### **Interventie van mevrouw Dupont voor Sibelga**

**De structuur van Sibelga bestaat uit 3 niveaus:**

- Interfin is de intercommunale die als holding optreedt.
- Sibelga is de intercommunale die de elektriciteits- en gasdistributienetwerken in het Brussels Gewest beheert en eigenaar is van de netwerken.
- BNO (Brussels Network Operation) is een coöperatieve vennootschap die al het personeel van Sibelga tewerkstelt.

De rol van Interfin bestaat erin de participatie van de gemeenten in Sibelga, in het federale elektriciteits- en gasdistributiebedrijf Elia en Fluxis te bepalen, de aan de Brusselse gemeenten toegekende dividenden te egaliseren op basis van het in de deelnemende bedrijven behaalde financiële resultaat, en bij te dragen tot een efficiënt financieel beheer van de groep.

De rol van Sibelga als netbeheerder in het Brussels Gewest is gericht op de regulering van de tarieven, de kwaliteit van de diensten en de compatibiliteit van de structuren en de goede aanpak voor de werking van de markt.

De rol van BNO is het beheer van het personeel van de groep, d.w.z. +/- 1030 personen in 2019.

Er zitten 28 gemeentelijke vertegenwoordigers in de Raad van Bestuur. In het Bureau zijn er 7 beheerders.

Bij BNO zijn er 3 beheerders op de 7 aangestelde personen.

De beheerders ontvangen 122 € presentiegeld (ordonnantie van 14 december 2017).

De agenda van de algemene vergadering, die op 17 juni 2019 bijeenkwam, had betrekking op de uitkering van dividenden aan de gemeenten. In 2020 was de vergadering op 16 juni, maar ik was met zwangerschapsverlof. De agenda was hetzelfde. Op dezelfde dag was er een buitengewone algemene vergadering om de statuten in overeenstemming te brengen met het nieuwe Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

De bevoegdheden op het niveau van de Raad van Bestuur zijn de tarieven, de reglementen, de investeringsprogramma's, de opdrachten van openbare dienst die moeten worden aangepast aan de wetten en ordonnanties die de elektriciteits- en gasmarkt organiseren. Elke gemeente heeft minstens één vertegenwoordiger. Gemeenten met meer dan 70.000 en 100.000 inwoners hebben 2 beheerders. In 2019 werden er 11 vergaderingen gehouden en het aanwezigheidspercentage lag rond de 80%.

De rol van het directiecomité is de marktwerking en het reguleringsbeleid, met uitzondering van tarifiering en reglementering, het beheer en het toezicht op filialen en deelnemende bedrijven, de benoeming van de leden van het directiecomité en openbare aanbestedingen. Ze vergaderden 13 keer in 2019.

Het Auditcomité is het adviesorgaan van het directiecomité. Het zijn dezelfde 7 beheerders. Zij assisteren bij de financiële rapportering en de opvolging van de interne controle- en risicobeheermaatregelen van Sibelga, de opvolging van de controle van de rekeningen en de onafhankelijkheid van de commissaris-revisor. Ze vergaderden 4 keer in 2019.

Enkele projecten ...



**Het ENRclic-project:** dit is het logische verlengstuk van de dienst energieboekhouding die Sibelga sinds 2011 aan de Brusselse gemeenten levert, met de financiële steun van Leefmilieu Brussel. Het gaat om de monitoring van het energieverbruik, uitgebreid tot de regionale actoren, om de energie-efficiëntie van openbare gebouwen te verbeteren. Er worden 1.706 sites gemonitord, 19.294 tellers, 120 klanten.

**Het project Solarclic:** dat bestaat in het uitrusten van de daken van Brusselse openbare gebouwen (administratieve diensten, sportinfrastructuur, scholen, ...) met fotovoltaïsche panelen. 38 gebouwen zijn uitgerust met 'Solarclic' panelen, wat neerkomt op 19.617 m<sup>2</sup>, 3.178.144 kWh, 1.253 besparing aan CO<sub>2</sub>.

Sinds april 2019 wordt telewerk aan de medewerkers aangeboden voor zover de functie het toelaat. Door de coronacrisis wordt telewerk sterk aangemoedigd en als dat niet mogelijk is, worden er persoonlijke beschermingsmiddelen aangeboden.

Wat de beschermde klanten betreft, komt Sibelga in bepaalde gevallen tussenbeide en in laatste instantie als energieleverancier voor klanten die problemen hebben met de betaling aan hun commerciële leverancier. Dit is een statuut dat door het Brussels Gewest werd gecreëerd (2.301 beschermde klanten voor elektriciteit en 1.819 voor gas - cijfers voor 2019). Door de gezondheids crisis werd de status van beschermde klant verruimd (Covid 19-status). Er zijn verschillende voorwaarden: in het Brussels Gewest gedomicilieerd zijn, een ingebrekestelling hebben ontvangen van de commerciële energieleverancier en in de periode van 14 februari tot 31 december 2020 minstens 14 dagen tijdelijke werkloosheid of een overbruggingsrecht genieten of hebben genoten.

Wat het strategisch plan 2020-2024 betreft, zijn er 3 maatregelen:

- De elektrische laadpaal langs de weg. Volgens een studie die in 2019 werd uitgevoerd, worden er 1,5 miljoen elektrische voertuigen verwacht voor 2030 en 4 miljoen in 2050 op de Belgische wegen. Daartoe zal Sibelga de rol van operator van laadpalen op zich nemen. Dit houdt in dat er een platform wordt opgezet met laadpalen, zodat verschillende commerciële leveranciers er hun energie kunnen verkopen. De doelstelling voor 2024 is om de haalbaarheid van de laadpalen langs de weg aan te tonen, met de inzet van bijna duizend laadpalen zodat alle Brusselaars er toegang toe krijgen.
- Mobiclic. Het BWLKE schrijft voor dat de overheid tegen 2024 voor alle nieuwe aankopen van bedrijfsvoertuigen emissievrije voertuigen moet nemen. Om die voorbeeldrol op zich te nemen, heeft de overheid de wens geuit om gebruik te maken van de expertise van Sibelga bij het vergroenen van het eigen bedrijfswagenpark. Naar het voorbeeld van ENRclic en Solarclic wil Sibelga de bevoorrechte partner van de overheid worden op het vlak van alternatieve mobiliteit. Het doel is om de overheid te helpen bij het vergroenen van hun wagenpark, zonder de installatie van oplaadstations en CNG-pompen in hun garages en parkings te vergeten. De doelstelling voor 2024 is de creatie van een aankoopcentrale voor voertuigen voor de Brusselse overheid, de plaatsing van laadpalen en CNG-pompen in het private of semi-publieke domein, het merendeel van de nieuwe bestellingen voor bedrijfsvoertuigen door de 19 gemeenten door Mobiclic.
- Slimme meters. In januari 2019 startte Sibelga een eigen Smart proefproject naar aanleiding

van een ordonnantie in het Brussels Parlement die de voorwaarden voor de plaatsing van elektriciteitsmeters vastlegt. Er werden 14.228 nieuwe meters van dit type geplaatst in 2019. Het doel voor 2024 is om over te gaan op de inzet van slimme meters. Voor Sibelga is dit een sociale doelstelling. Energiearmoede treft 28,3% van de huishoudens. Het is dus belangrijk dat elke consument actie kan ondernemen op het vlak van verbruik, om de energierekening te kunnen verlagen. Sibelga wil een gemakkelijk toegankelijke online oplossing ontwikkelen die gebruik maakt van de huidige communicatiemiddelen zoals de slimme meter. De informatie over het verbruik zou te allen tijde beschikbaar zijn en rechtstreeks aan de klant worden doorgegeven. De dienst is gratis en is gebaseerd op gegevens die alleen Sibelga kan beheeren. De doelstelling voor 2024 is de toepassing en plaatsing van slimme meters bij een honderdtal mensen die geselecteerd werden in 2020 volgens een haalbaarheidsstudie.

**Vraag van de heer Hacken** betreffende de structuur en de scheiding tussen een holding en twee polen.

Ik veronderstel dat ze intern redenen hebben om dit zo te houden, maar van buitenaf ziet het er onduidelijke rommel uit, wat kan aanzetten tot speculaties over waarom we die 3 structuren worden behouden. Wordt erover nagedacht om dit alles samen te voegen zoals in de watersector is gedaan met Vivaqua en Hydrobru?

**Vraag van mevrouw Plovie.**

Welke gebouwen nemen deel aan dit energieproject? Hoe zien de besparingen eruit? Zijn ze aanzienlijk?

Een aandachtspuntje. Er is een project rond 'zelfverbruik' met de ULB in hoog-Vorst. Er wordt met de bewoners gewerkt om hen vanuit overheidsgebouwen groene energie te leveren (idem voor huurders). Er zijn veel contacten geweest voor dit project en we staan ter beschikking om erover te praten en vooruit te gaan.

**Antwoord van mevrouw Dupont.**

Om de eerste vraag te beantwoorden: er waren toen al twee structuren. Daarna wilden ze het financiële en het administratieve deel opsplitsen. In de toekomst denk ik dat het beter is om te fuseren, om te voorkomen dat er twee antennes zijn voor dezelfde intercommunale.

Ik ben niet op de hoogte van het project 'zelfverbruik', maar kan het altijd aan Sibelga doorgeven.

*In een e-mail op 25 november aan de gemeentesecretaris preciseert mevrouw Dupont: (vert.) "Dag Laurent.*

*Ik schrijf je in verband met je vraag van gisteren over Interfin/Sibelga.*

*Ik heb mijn nota's doorgenomen, omdat ik de vraag destijds heb gesteld.*

*Het resultaat was:*

*Wat het samenbrengen van Sibelga en Interfin betreft: dat is niet mogelijk, omdat het belangrijk is de financiële pool en DNB gescheiden te houden.*

*Bovendien laat de ordonnantie elektriciteit niet toe dat de twee worden gecombineerd.*

*Ik hoop dat ik uw vraag heb beantwoord."*

---

2 **Motion pour la mise en place d'une procédure d'accompagnement social à destination des personnes rencontrant des difficultés sérieuses à honorer les frais scolaires. (Complémentaire)**

*Déposée par le groupe PTB-PVDA, Ecolo, PS, CDH au Conseil communal de Forest*

Considérant que la gratuité de l'accès à l'école est inscrite dans la Constitution et que la Belgique s'est engagée à assurer la gratuité scolaire en signant la Convention internationale des Droits de l'Enfant ;

Considérant le développement généralisé de l'insécurité économique en Wallonie et à Bruxelles et que, selon la Ligue des Familles, « près d'1 parent sur 5 (19,6%) déclare avoir dû rogner sur certaines dépenses (notamment de santé et d'alimentation) pour payer la garderie scolaire de leurs enfants » ;

Considérant le consensus qui existe entre tous les partis pour reconnaître le caractère inacceptable de ces situations de précarité ;

Considérant la volonté de tendre vers la gratuité totale de l'école obligatoire ;

Considérant que les frais scolaires et leurs limites sont fixés par l'article 100 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (limites qui ont d'ailleurs encore récemment été rendues plus strictes pour ce qui concerne l'enseignement maternel : plafond de 45 euros par enfant par année scolaire) ;

Considérant que le cadre mis en place par le législateur vise à limiter les difficultés de paiement des parents ;

Considérant l'orientation de prise en considération des réalités des familles donnée par la circulaire n°5796 du 30 juin 2016 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire ;

Considérant que si les mesures promulguées par le Décret sont strictement respectées et si le Pouvoir organisateur renforce la collaboration entre le PMS et le CPAS, le recours à un huissier n'est pas nécessaire dans la grande majorité des cas ;

Considérant la critique unanime de l'ensemble du milieu associatif sur l'impact négatif du recours aux huissiers sur les enfants et les familles ;

Considérant que les établissements d'enseignement, qui remplissent une mission d'intérêt général au service de tous, peuvent faire valoir, comme tout citoyen - dans de rares cas - leurs droits devant les juridictions belges ;

Considérant qu'une procédure similaire à celle proposée dans la présente motion existe notamment à Zelzate (Flandre orientale), où un partenariat entre le CPAS et l'administration communale a été mis en place avec pour objectif la mise en place d'une médiation et d'un accompagnement par un assistant social, ou à Berchem-Sainte-Agathe où leur accompagnement des familles précarisées a été reconnu par la Fondation Roi Baudouin ;

Considérant la volonté du Pouvoir organisateur de renforcer et formaliser l'accompagnement social des

familles en difficulté financière en partenariat avec le CPAS ;

Considérant que la Déclaration de Politique Générale stipule la volonté d' « Assurer l'égalité d'accès à l'enseignement communal et tendre vers la gratuité (matériel scolaire, repas, garderie, activités sportives), (...) » et, par ailleurs de « Prévenir le surendettement en partenariat avec le centre d'appui régional des services de médiation de dettes. »

### **Le Conseil communal de Forest demande au Collège de :**

1. veiller à la lisibilité des factures afin d'assurer la présence d'informations en suffisance et leur intelligibilité ;
2. veiller à ce que dans les écoles communales les décomptes périodiques distingueront les frais scolaires et les frais extra-scolaires.
3. donner une information, dès les premiers problèmes de paiement, sur les dispositifs d'aide publique mis à la disposition des parents ;
4. utiliser, dès les premiers problèmes de paiement de factures, des moyens de prévention et de médiation, en associant le CPAS ;
5. privilégier les procédures judiciaires permettant de réduire les coûts et d'éviter l'emballement de la dette et de ne jamais faire appel à des huissiers de justice d'une part lorsqu'il s'agit de familles en difficulté financière avérée et d'autre part pour de faibles montants. Le Collège s'engage à travailler dans les prochains mois afin d'éviter à l'avenir les procédures faisant appel à des huissiers de justice.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 24 votes positifs, 8 abstentions.

*Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.*

---

### **Motie voor de invoering van een procedure voor sociale begeleiding t.a.v. personen die ernstige moeilijkheden ondervinden om hun schoolkosten te betalen. (Aanvullend)**

*Ingediend door de PTB-PVDA-, Ecolo-, PS- en CDH-fractie aan de Gemeenteraad van Vorst*

Overwegende dat het recht op gratis onderwijs vastligt in de Grondwet en dat België zich ertoe heeft verbonden om gratis onderwijs te waarborgen door de ondertekening van het Internationaal Verdrag inzake de Rechten van het Kind;

Overwegende de algemene toename van de economische onzekerheid in Wallonië en Brussel, en het feit dat volgens de Ligue des Familles bijna één op de vijf ouders (19,6 %) verklaart te moeten bezuinigen op bepaalde uitgaven (met name gezondheid en voeding) om de voor- en naschoolse opvang van hun kinderen te kunnen betalen;

Overwegende de consensus die tussen alle partijen heerst om het onaanvaardbare van deze precare situaties te erkennen;

Overwegende de wens om te evolueren naar volledig kosteloos onderwijs;

Overwegende dat de schoolkosten en hun grenswaarden zijn vastgelegd in artikel 100 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren (grenswaarden die overigens onlangs nog werden verstrengd voor het kleuteronderwijs: plafond van 45 euro per kind per schooljaar);

Overwegende dat het kader opgezet door de wetgever ertoe strekt de betalingsproblemen van de ouders te beperken;

Overwegende de oriëntatie van het rekening houden met de realiteit van de gezinnen, zoals aangegeven in omzendbrief nr. 5796 van 30 juni 2016 met betrekking tot de organisatie van het gewone kleuter- en lager onderwijs;

Overwegende dat, indien de in het decreet afgekondigde maatregelen strikt worden nageleefd en indien de inrichtende macht de samenwerking tussen het PMS en het OCMW versterkt, het in de overgrote meerderheid van de gevallen niet nodig is om een gerechtsdeurwaarder in te roepen;

Overwegende de unanieme kritiek van de verenigingssector op de negatieve gevolgen van het invoeren van gerechtsdeurwaarders voor kinderen en gezinnen;

Overwegende dat de onderwijsinstellingen die een opdracht van algemeen belang vervullen ten dienste van allen, in zeldzame gevallen zoals elke burger hun rechten kunnen laten gelden voor de Belgische rechtbanken;

Overwegende dat er met name in Zelzate (Oost-Vlaanderen) een gelijkaardige procedure bestaat als die welke in deze motie wordt voorgesteld, waar er een partnerschap tussen het OCMW en het gemeentebestuur tot stand werd gebracht met het oog op de invoering van bemiddeling en begeleiding door een maatschappelijk werker, of in Sint-Agatha-Berchem waar hun begeleiding van kwetsbare gezinnen werd erkend door de Koning Boudewijnstichting;

Overwegende de wil van de inrichtende macht om de sociale begeleiding van de gezinnen in financiële moeilijkheden te versterken en te formaliseren in samenwerking met het OCMW;

Overwegende dat de algemene beleidsverklaring stipuleert dat er gestreefd wordt om "gelijke toegang tot het gemeentelijke onderwijs te garanderen en te streven naar de kosteloosheid ervan (schoolmateriaal, maaltijden, opvang, sportactiviteiten)" (...) en ook te "voorkomen dat men overmatig schulden aangaat in samenwerking met het gewestelijke steunpunt voor de diensten schuldbemiddeling". "

#### **Vraagt de Gemeenteraad van Vorst het volgende aan het College:**

1. waken over de leesbaarheid van de facturen om te zorgen voor voldoende en begrijpelijke informatie;
2. erover waken dat in de gemeentescholen de periodieke afrekeningen een onderscheid maken tussen de schoolkosten en de kosten van de buitenschoolse activiteiten.
3. vanaf de eerste betalingsproblemen informatie geven over de overheidssteun die ter beschikking van de ouders wordt gesteld;
4. vanaf de eerste problemen met de betaling van de facturen preventie- en bemiddelingsmiddelen gebruiken door het OCMW erbij te betrekken;
5. de voorkeur geven aan juridische procedures die de kosten kunnen verlagen en een schuldenlast kunnen vermijden en nooit gerechtsdeurwaarders invoeren, enerzijds omdat het om gezinnen in financiële moeilijkheden gaat en anderzijds omdat het kleine bedragen zijn. Het College verbindt zich ertoe zich de komende maanden in te zetten om in de toekomst procedures te vermijden waarbij gerechtsdeurwaarders worden ingeroepen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 24 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

*Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.*

### Intervention de Mme Koplowicz.

Je vous remercie d'avoir inscrit ce point. Nous savons qu'aujourd'hui la gratuité de l'enseignement est un grand enjeu qu'on est encore loin d'avoir atteint. Au niveau de la commune, on a pris l'initiative d'avancer vers cette gratuité. L'idée était d'agir au niveau des familles qui étaient en difficulté pour payer les frais scolaires et que ces familles ne subissent plus la double peine qui est à la fois d'être en difficulté financière et à la fois d'être poursuivies par des huissiers. De ce que je sais, cela ne se produit pas à Forest mais on voulait que ce soit inscrit quelque part et que tout le monde prenne l'engagement que ça reste comme ça. Nous avons fait un texte positif et qu'en cas de difficulté, il y ait tout un accompagnement qui soit mis en place, avec de la médiation, avec l'intervention du CPAS. Nous avons fait des propositions qui ont été amendées, tant par la majorité que par le CDH qui nous a rejoint par la suite. Notre inspiration est venue de la commune de Zelzate en Flandre où des changements concrets ont pu être apportés. On est contents ici de pouvoir avancer. Cela va donner un signal important aux familles de dire que Forest se positionne clairement. Pour avoir un peu sondé autour de moi, je pense que ça va être accueilli hyper favorablement. L'idée est de pouvoir avancer aussi vers d'autres éléments qui permettent d'atteindre cette gratuité.

### Intervention de Mme Plovie.

Cela a été un gros travail de construction. Sur base du texte déposé par le PTB, on a mis quelques considérants et on a retravaillé ensemble. Par rapport à la question de l'huissier, on a mis un principe pour qu'on ne puisse pas y faire appel pour des familles en difficulté financière avérée et pour de faibles montants. Il est important que le Collège poursuive le travail pour voir comment à l'avenir on ne puisse faire appel à cette procédure.

### Intervention de Mme El Yousfi.

Le groupe socialiste se réjouit de cette motion. Il est important pour un public en difficulté d'éviter d'avoir recours à des huissiers. Mais c'est surtout tout le travail qui peut se faire au-delà : le travail en amont d'accompagnement, d'information, le travail avec le CPAS, etc. Il y a d'autres types d'appels qu'à un huissier lorsque des choses ne vont pas pour pouvoir trouver des solutions.

### Intervention de Mr Hacken

Le CDH a co-signé cette motion et va donc l'approuver car on connaît les difficultés dans notre région et en particulier dans notre commune. Le droit à la scolarité et l'obligation scolaire ont deux sens : c'est un droit et une obligation. C'est un droit pour tous les enfants d'avoir un enseignement de qualité avec des frais qui doivent être les plus faibles possibles. On sait qu'il y aura encore un coût et que la gratuité n'arrivera pas du jour au lendemain mais des difficultés de paiement pour certaines familles ne doivent pas être un obstacle à la poursuite de la scolarité de l'enfant et ne doit pas perturber l'enfant dans son apprentissage. Il y a lieu qu'il y ait un lien entre toutes les écoles de tous les réseaux et le CPAS. Il faut rappeler que le CPAS a des spécialistes, des médiateurs, des assistants sociaux, qui aident les familles. Mais parfois, certaines familles passent sous le radar du CPAS. Le recours à des huissiers est plus facteur de perturbation qu'autre chose. Cela ne veut pas dire que

**certaines familles ne doivent pas payer leur facture au final. D'autres procédures judiciaires peuvent obliger les familles à payer, donc cette motion ne doit pas apparaître comme un blanc-seing pour se dire que les familles ne doivent pas payer à terme car il n'y aura de procédure pour les obliger car se seront les écoles, tant communales que du réseau libre, qui en seront victimes. Ce n'est pas le but. Il faut que les familles qui en ont besoin soit aidées et que celles qui n'en ont pas besoin paient leurs factures et qu'on prenne toutes les procédures pour les forcer à payer si elles en ont les moyens.**

#### **Intervention de Mme De Ridder.**

**Les frais scolaires pour certaines familles en situation de précarité sont extrêmement lourds à supporter. Ces frais peuvent contribuer à creuser les inégalités. C'est encore plus vrai en cette période de crise sanitaire. L'école est un lieu d'apprentissage et d'épanouissement pour les enfants et elle ne doit être en aucun cas une source de dette pour les parents. Si ce soir nous adoptons cette motion, je serai heureuse et fière. Ce dossier me tient à cœur. Il est très important pour moi de soutenir les familles en difficulté financière avérée, d'éviter le recours aux huissiers, de préférer des procédures judiciaires qui ne favorisent pas l'emballement de la dette. Nous sommes déjà au travail avec l'administration et des progrès ont été faits. Par rapport à la lisibilité de la facture, il y a déjà eu des progrès ainsi que par rapport à la distinction dans le décompte entre les frais liés aux excursions, aux repas et à la garderie. On peut encore aller plus loin en fonction de nos possibilités et en avançant dans le temps, pas à pas. Ici, c'est un très bon signal et je m'en félicite.**

#### **Intervention de Mr Loewenstein.**

**On ne peut bien entendu qu'être sensible à la situation économique et sociale de certaines familles forestoises.**

**En ce sens, le groupe DÉFI adhère à l'objectif de la motion de soulager les familles en difficulté, et encore plus actuellement.**

**Lorsque je lis cette motion et en particulier le 3<sup>ème</sup> paragraphe qui précise « *Considérant le consensus qui existe entre tous les partis pour reconnaître le caractère inacceptable de ces situations de précarité* », je confirme que pour notre parti, la précarité est inacceptable, mais je souligne également que cela ne signifierait pas que, en ne votant pas favorablement à cette motion, nous considérerions que cette précarité deviendrait acceptable.**

**C'est pour nous le rôle du CPAS d'intervenir dans les situations difficiles, de venir en soutien aux familles précarisées.**

**Si nous n'avons pas de soucis avec les 4 premiers points du dispositif, nous ne pouvons adhérer au 5<sup>ème</sup> point en ce sens qu'il y a des règles, des textes légaux en vigueur, qu'il faut assurer une égalité de traitement entre les citoyens, et qu'on ne peut pas se libérer des normes existantes parce qu'une majorité de conseillers communaux votent une motion dans une commune.**

**Nous sommes des légalistes. Dans un Etat de droit, l'arsenal législatif n'a pas été mis en place pour la forme.**

**Il vise à prévoir des règles identiques pour chaque citoyen, à garantir une égalité de traitement et à nous préserver de l'arbitraire.**

**Il a un sens et il est important que des conseillers communaux ayant prêté le serment de jurer fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple belge respectent ce serment.**

**On ne peut à notre sens procéder tel que les auteurs de la motion le souhaitent aujourd'hui. L'ordre des choses eut été de modifier la Loi (avec un grand L). Il y a une hiérarchie des normes à respecter et nous ne sommes pas au-dessus des lois.**

**A moins donc de modifier les textes légaux concernés, je ne comprendrais pas que le Conseil communal et plus particulièrement le Collège, qui est sensé veiller à la bonne exécution des lois et règlements en vigueur, puissent soutenir, dans l'état actuel des choses, une telle demande. Sinon à faire uniquement de l'idéologie.**

**Le point 5 du dispositif vise à « privilégier les procédures judiciaires permettant de réduire les coûts et d'éviter l'emballlement de la dette ». Nous n'avons pas de soucis avec cela.**

**Par contre, « ne jamais faire appel à des huissiers de justice d'une part lorsqu'il s'agit de familles en difficulté financière avérée et d'autre part pour de faibles montants » pose question.**

**Au niveau du fond, ce passage signifie dans les faits la gratuité déguisée pour les familles en difficulté financière et pour tous ceux qui ont des petites factures à honorer et ne le font pas, quel que soit leur niveau de revenu.**

**Si pour les familles en difficulté financière, le CPAS est là pour leur venir en soutien, je m'interroge sur le non-recours aux huissiers pour les petites factures.**

**Cela veut dire quoi « faibles montants » ? Jusqu'à combien ? On parle de factures individuelles ou de factures reprenant un arriéré ?**

**A la lecture de la motion, une famille (non précarisée) pourrait être tenue de payer mais il n'y aurait pas de possibilité de la contraindre à payer parce que l'huissier ne pourrait pas activer l'exécution forcée. En d'autres termes, j'ai une facture de 50€ à payer à la commune pour des frais scolaires, une décision me contraint à la payer mais il n'y a pas d'huissier qui assure l'exécution forcée au cas où je ne paie pas... Donc le paiement des petites factures ne dépendrait plus que de la bonne volonté des redevables. Par ailleurs, sans précisions quant aux faibles montants, on reste dans le flou.**

**Encore une fois, si le CPAS doit jouer son rôle à 100%, s'il doit soutenir les familles en difficulté, il doit aussi suivre des réglementations bien précises et des balises doivent être prévues pour éviter des dérives.**

**Nous devons responsabiliser les gens, être à leur écoute et les aider à faire face à leurs problèmes financiers, mais pas leur faire croire que tout peut être gratuit et que s'ils ne paient pas des petites factures, il n'y aura de toute façon aucune poursuite... et dans ce cas, c'est au final la commune et donc le contribuable forestois qui devra assumer ces coûts.**

**Sur la forme enfin, ce point 5 du dispositif décisionnel de la motion viole les articles 136 et 137bis de la nouvelle loi communale :**

- **L'article 136 stipule notamment que « Le receveur communal ... est chargé seul et sous sa responsabilité : ... De la perception des recettes et de l'encaissement des créances régulières... ».**

**Or, les recettes visées par la motion figurent dans les recettes de prestations inscrites au budget communal, c'est-à-dire dans le champ d'une attribution légale du seul receveur.**

- **Quant à l'article 137bis qui détaille la procédure légale de recouvrement des créances fiscales et non fiscales exigibles, il prévoit le recours à une contrainte par exploit d'huissier.**



- En outre, la loi prévoit qu'en ce qui concerne l'accomplissement des missions visées à l'art. 137bis de la NLC, le receveur fait rapport, sous sa seule responsabilité, au Collège et au Conseil communal.

Le Conseil communal et le Collège ne sauraient donc intervenir dans le champ d'attribution du receveur, une telle intervention relèverait de l'excès de pouvoir par empiètement de fonction.

Enfin, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, les règles relatives à la compétence des divers organes administratifs sont d'ordre public, leur violation est soulevée d'office par ledit Conseil et ne peut être couverte par une ratification ultérieure.

Voilà pour ce qui est de notre position sur le texte qui nous est soumis aujourd'hui et tel qu'il est rédigé. Si, pour ces raisons, nous ne voterons pas favorablement à ce texte, nous ne sommes bien évidemment pas fermés à examiner et discuter sur les règlements portant sur les frais de repas, de garderies, sur les procédures de recouvrement repris dans les textes légaux, afin de mieux tenir compte de certaines situations socio-économiques précaires.

En conclusion, parce que les objectifs poursuivis sont tout à fait louables nous ne pouvons pas voter contre, parce que les moyens proposés pour les atteindre font face aux objections que nous avons exposés, nous ne pouvons pas voter pour. Le groupe DÉFI s'abstiendra.

#### Intervention de Mr Pierre-De Permentier

L'intention de cette motion est tout à fait louable et on ne peut que souscrire à l'objectif d'avoir des résolutions amiables lorsque c'est possible. Le but aussi est une gestion humaine des affaires et donc ne pas recourir à tout bout de champ à des huissiers qui contribuent parfois à une augmentation de la dette et à une stigmatisation. Outre les réserves légales brillamment exposées par Mr Loewenstein, j'avais une question plus spécifique pour l'Echevin des Affaires juridiques pour savoir ce qu'il compte mettre en œuvre pour que la Commune perçoivent malgré tout ces montants. En effet, puisqu'il a la double casquette d'Echevin des finances, il conviendra que la commune va assumer une augmentation structurelle des montants non recouverts. Il y a certes des personnes dans le besoin pour lesquelles cette mesure est salutaire mais cela risque de créer un effet d'aubaine. Attention à certains qui se diront que finalement la commune ne cherche pas à recouvrer ces montants et qui ne paieront pas. J'aurai aimé entendre l'Echevin par rapport à la mise en œuvre pratique de cette motion.

#### Réponse de Mr Quartassi.

Ceux qui ne savent pas payer, c'est un problème mais ceux qui savent payer et qui ne paient pas, peuvent se dire que s'ils sont dans une situation pareille, ils n'ont rien eu comme retour de la Commune. C'est ça le problème. C'est pour cela que pour des montants jusqu'à 50 euros, il faut éviter d'aller jusqu'à l'huissier car cela coutera plus cher, même pour la commune. Pour des montants plus importants évidemment, il faut assurer le suivi selon le règlement en vigueur. On se trouve dans une situation très délicate. Comment allons-nous déterminer que ces parents-là savent payer et pas d'autres ? C'est assez difficile. Il y a une part de responsabilité au niveau des écoles et des crèches pour identifier les mauvais payeurs de ceux qui ne savent réellement pas payer. A mon

avis, on doit pouvoir avoir un compte-rendu par rapport à ça, en agissant avec beaucoup de délicatesse car l'atteinte à la vie privée peut surgir. Au niveau du service, on va voir pour les futures situations comment on pourrait essayer d'atteindre un résultat et surtout respecter le contribuable qui ne doit pas supporter toutes ces pertes puisqu'on va devoir aller plus dans sa poche pour compenser le déficit. On va revoir la situation et peut-être faire une commission. Même si certains prennent ça à la rigolade, il y a quand même du sérieux là-dessus et je ne voudrai pas que l'on considère cela comme acquis si l'on se trouve en difficulté au niveau des services.

#### Réplique de Mr Pierre-De Permentier.

Je partage votre réserve et je loue votre honnêteté et votre souci du respect des deniers publics. Au niveau du groupe MR, on est disposé à tenir une commission sur le sujet pour voir les implications juridiques et les moyens à mettre en œuvre. Comme vous l'avez relevé avec excellence, c'est un petit peu acheter un chat dans un sac. Même si j'ai confiance en mon prochain, il y a un risque que la commune se fasse grugée par un effet d'aubaine.

#### Intervention de Mme Koplowicz

Cette motion a été réalisée avec plein de gens plus qualifiés que moi sur le plan juridique. La commune peut choisir la manière dont elle va recouvrer ces factures. Je suis un peu atterrée lorsque vous parlez d'effet d'aubaine. L'idée n'est pas ici de dire que les gens vont profiter du système pour ne pas payer leurs factures. La réflexion est « l'enseignement devrait être gratuit, c'est dans la Constitution, on y est pas, comment pouvons-nous faire à notre niveau pour que les frais scolaires qui sont énormes [soient diminués] ». Il n'est nullement écrit qu'il ne faut pas payer. C'est pas ça la question. C'est « comment faisons-nous pour aider les gens qui sont en difficulté », « comment éviter toutes les procédures qui sont des emballément en terme de dette et qui n'ont aucun sens pour des petits montants » ? Je continuerai à plaider pour la gratuité des garderies, des repas, du matériel... En attendant, on a des outils qui sont là, ici. Cette motion a aussi pris du temps car on a entendu les difficultés de l'administration et les craintes pour arriver à des modes de récupération qui soient OK. J'ai également fait des concessions par rapport à ce qu'on voulait au départ. On doit pas se dire que des gens vont profiter, on doit se dire « comment on aide les gens ».

#### Intervention de Mme Plovie.

Le point 5 ne dit pas que l'on ne va pas récupérer l'argent. Il dit simplement qu'on passe par d'autres procédures judiciaires. Il existe d'autres procédures judiciaires que via huissier. Pourquoi le point 5 ne dit pas que définitivement, on ne fera plus jamais appel à des huissiers de justice dans n'importe quelle condition pour les frais scolaires ? C'est parce qu'on voulait faire quelques vérifications pour voir jusqu'où on pouvait aller juridiquement, et voir avec les services, comment on peut se préparer à ce changement de procédure.

Je voudrai rappeler qu'il y a eu une résolution qui a notamment été votée par Défi en 2019 au Parlement bruxellois, qui dit exactement la même chose et qui va même beaucoup plus loin sur la récupération des factures d'eau, qui dit que, définitivement, on privilégie des procédures judiciaires autres que celle faisant appel aux huissiers.

Pour les gens qui sont en difficulté, cela ne sert à rien de leur envoyer un huissier de justice et l'idée

**est de trouver un accord avec le CPAS. Par rapport à de faibles montants, cela revient plus cher. Pour aller plus loin, on doit faire des vérifications et regarder avec les services.**

#### **Intervention de Mme De Ridder**

**Ici, on cible un cas de figure particulier. Le cas de figure où une famille est en difficulté financière avérée et qu'elle n'arrive pas à honorer, par exemple, une facture de 70 €. Si la commune décide de recourir aux huissiers, ils devront payer une facture 2, 3, 4 fois plus élevée et se trouveront incapables de la payer. Il n'est pas question que les familles en capacité de payer ne paient pas. Ce ne serait pas équitable. Chacun doit payer en fonction de ses moyens. Il y a d'autres procédures judiciaires que les huissiers. Par prudence, nous avons formulé les choses de manière à s'engager à explorer les autres procédures.**

#### **Intervention de Mme El Yousfi.**

**L'égalité n'est malheureusement pas toujours le cas pour tous. Il faut savoir que pour certaines familles, face aux difficultés qui s'amplifient encore maintenant, avoir 50 € à payer est quelque chose de très lourd dans un budget. Ils ne sont pas dans une situation de refuser de payer mais ils ne peuvent malheureusement pas car d'autres difficultés sont là et se cumulent. Les termes « effet d'aubaine » et « responsabilisation », ça je ne pense que ceci vise cet effet d'aubaine. Le but est qu'il y ait un accompagnement, d'avoir des informations... On l'a vécu dans des situations d'expulsion de logement où les gens malheureusement se retrouvent devant le juge de paix, alors qu'il y avaient des possibilités de pouvoir s'en sortir autrement. C'est un peu la même démarche, d'avoir ce travail en amont en lien avec l'Echevinat, les écoles, le CPAS. La responsabilité est aussi dans nos institutions. Un CPAS, lorsqu'il a un dossier, n'est pas occupé à payer comme ça. Il y a une enquête sociale qui se fait. Il faut les inviter à payer des factures descentes car les frais de huissier font souvent tripler une petite somme au départ. On est tout à fait d'accord qu'il faut avoir toutes les assurances juridiques et sociales.**

#### **Réplique de Mr Loewenstein**

**Je sais bien que le PTB est pour la gratuité, mais c'est selon nous pas le bon moyen d'y arriver. Vous auriez pu travailler directement sur les règlements qui fixent les frais scolaires.**

**Je suis bien conscient que l'objectif est de venir en soutien aux familles précarisées. Je comprends vos objectifs et je partage votre souci.**

**Je dis juste que, tel que rédigé, la motion pose question tant sur la question des faibles montants que sur la légalité et la compétence du receveur.**

**C'est très bien de s'inspirer de la résolution bruxelloise mais ici on touche à la compétence du receveur.**

**Je ne comprends pas trop votre manière de faire : voter un texte et faire les vérifications légales ensuite. C'est le contraire qu'il faut faire : vérifier légalement avant et voter la motion ensuite.**

**Mais bon, apparemment certains semblent être fâchés avec la Loi.**

### Intervention de Mr Pierre-De Permentier.

Sur la finalité, je pense que nous sommes tous en phase. C'est le moyen qui m'inquiète un petit peu. C'est comme lorsque l'on saute en parachute, sans parachute. On va sauter dans le vide, dans l'inconnu, alors que l'Echevin des affaires juridiques et des finances est lui-même très réservé. Par acquis de conscience et de prudence, j'aurai suspendu ces travaux pour les soumettre à une analyse juridique de la question, avant que l'on prenne des engagements, soit sans lendemain, soit qui nous amène à des effets indésirés qui sont peut-être connus de certains mais pas connus d'autres. Je pense que c'est assez rock'n'roll comme attitude. A mon sens, il y aurait peut-être lieu de faire un vote nominatif, puisque j'entends que même dans la majorité, certains sont nuancés.

### Interventie van mevrouw Koplowicz.

Dank voor de behandeling van dit punt. We weten dat gratis onderwijs een grote uitdaging is, die nog lang niet bereikt is. Op het niveau van de gemeente streven we naar gratis onderwijs. Het idee was om iets te ondernemen voor de gezinnen die het moeilijk hebben om de schoolfacturen te betalen, zodat deze gezinnen niet langer de dubbele straf krijgen financiële moeilijkheden te ondervinden en door deurwaarders te worden achtervolgd. Voor zover ik weet, gebeurt dit niet in Vorst, maar we wilden dat het ergens vastgelegd zou worden en dat iedereen zich zou inzetten om het zo te houden. We hebben een positieve tekst gemaakt en bij moeilijkheden moet er begeleiding zijn, met bemiddeling, met medewerking van het OCMW. We hebben voorstellen gedaan, die aangepast werden, zowel door de meerderheid als door de cdH, die zich vervolgens bij ons aansloten. Onze inspiratie kwam van de Vlaamse gemeente Zelzate, waar concrete veranderingen werden doorgevoerd. We zijn blij dat we hier vooruitgang kunnen boeken. Het geeft een duidelijk signaal aan de gezinnen, dat Vorst zich duidelijk positioneert. Omdat ik een beetje om me heen heb gepolst, denk ik dat het zeer positief zal worden onthaald. Het idee is om ook naar andere elementen te kunnen evolueren die bijdragen tot gratis onderwijs.

### Interventie van mevrouw Plovie.

Het is een grote klus geweest. Op basis van de door de PTB ingediende tekst hebben wij opmerkingen gemaakt en die samen verwerkt. Wat de kwestie van de deurwaarder betreft, werd het principe ingevoerd dat die niet kan worden ingezet voor gezinnen met bewezen financiële problemen en voor kleine bedragen. Het is belangrijk dat het College het werk voortzet, om na te gaan hoe deze procedure in de toekomst kan worden gebruikt.

### Interventie van mevrouw El Yousfi.

De socialistische fractie is blij met de motie. Het is belangrijk voor een publiek in moeilijkheden om de inzet van gerechtsdeurwaarders te vermijden. Maar er kan nog meer worden gedaan: informatie vooraf, de inzet van het OCMW, ... Er zijn andere mogelijkheden dan een deurwaarder, als het mis gaat, om oplossingen te vinden.

### Interventie van de heer Hacken.

CdH heeft de motie mee ondertekend en zal ze dan ook goedkeuren, want we kennen de

moelijkheden in ons gewest en in het bijzonder in onze gemeente. Het recht op onderwijs en de leerplicht gaan in twee richtingen, want het is een recht en een plicht. Het is een recht voor alle kinderen om degelijk onderwijs te genieten aan zo laag mogelijke kosten. We weten dat er steeds kosten zullen zijn en dat gratis onderwijs er niet van de ene op de andere dag is, maar de betalingsmoeilijkheden voor sommige gezinnen mogen geen belemmering vormen voor de verdere schoolloopbaan en mogen het leerproces van het kind niet verstoren. Er moet een band zijn tussen alle scholen van alle netwerken en het OCMW. Er moet aan herinnerd worden dat het OCMW beschikt over specialisten, bemiddelaars en maatschappelijk werkers die gezinnen helpen. Maar soms vallen bepaalde gezinnen buiten de radar van het OCMW. Een beroep doen op een gerechtsdeurwaarder werkt veeleer storend dan wat dan ook. Dat betekent niet dat sommige gezinnen uiteindelijk hun facturen niet hoeven te betalen. Andere juridische procedures kunnen gezinnen dwingen te betalen, dus deze motie mag niet de indruk wekken dat gezinnen uiteindelijk niet hoeven te betalen omdat er geen procedure is om hen te dwingen, want het zijn de scholen - zowel de gemeentescholen als de vrije - die het slachtoffer zullen zijn. Dat is niet de bedoeling. Gezinnen die hulp nodig hebben, moeten worden geholpen, en wie geen hulp nodig heeft, moet zijn facturen betalen, en alle procedures moeten worden ingevoerd om ze te dwingen te betalen als ze de middelen hebben.

#### Interventie van mevrouw De Ridder.

Voor sommige kansarme gezinnen zijn de schoolkosten extreem zwaar om te dragen. Deze kosten kunnen bijdragen aan het vergroten van de ongelijkheid. Dit geldt des te meer in de coronacrisis. De school is een plaats waar kinderen bijleren en zich ontplooiën, en mag geen bron van schulden zijn voor de ouders. Als we deze motie vanavond goedkeuren, zal ik blij en trots zijn. Dit dossier ligt me na aan het hart. Het is voor mij belangrijk om gezinnen met financiële problemen te ondersteunen, deurwaarders te vermijden en de voorkeur te geven aan juridische procedures die de schulden niet nog doen toenemen. We werken al samen met de administratie en er is vooruitgang geboekt. Met betrekking tot de leesbaarheid van de factuur is er ook al vooruitgang geboekt, zoals i.v.m. het onderscheid tussen kosten van excursies, maaltijden en opvang. We kunnen nog verder gaan in functie van onze mogelijkheden. Dit is een heel goed signaal en het verheugt mij enorm.

#### Interventie van de heer Loewenstein.

We moeten aandacht hebben voor de economische en sociale situatie van sommige Vorstse gezinnen. In die zin steunt de groep DÉFI de doelstelling van de motie om gezinnen in moeilijkheden te helpen, zeker nu.

Als ik deze motie lees, met name de derde paragraaf, waarin staat: "*Overwegende de consensus die tussen alle partijen heerst om het onaanvaardbare van deze precaire situaties te erkennen*", bevestig ik dat precaire situaties voor onze partij onaanvaardbaar zijn, maar ik onderstreep ook dat dit niet betekent dat wij door deze motie niet goed te keuren vinden dat deze precaire situatie aanvaardbaar is.

Voor ons is het de rol van het OCMW om in te grijpen in moeilijke situaties, om kwetsbare gezinnen te ondersteunen.

We hebben geen problemen met de eerste vier punten, maar zijn het niet eens met het vijfde punt in die zin dat er regels - wetten - gelden, dat we een gelijke behandeling van alle burgers moeten

waarborgen en dat we ons niet kunnen ontdoen van de bestaande normen omdat een meerderheid van de gemeenteraadsleden een motie in een gemeente goedkeurt.

Wij zijn legalisten. In een rechtsstaat is het wetgevend arsenaal niet zomaar uitgewerkt.

Het doel ervan is voor elke burger identieke regels vast te stellen, een gelijke behandeling te garanderen en ons te beschermen tegen willekeur.

Het heeft betekenis en het is belangrijk dat de raadsleden die een eed van trouw aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en de wetten van het Belgische volk hebben gezworen, deze eed respecteren.

Volgens ons mogen we niet te werk gaan zoals de auteurs van de motie willen. De juiste volgorde zou zijn geweest om de Wet (met grote W) te wijzigen. De hiërarchie van de normen moet gerespecteerd moeten worden en wij staan niet boven de wet.

Als de betrokken wetsteksten niet worden gewijzigd, begrijp ik niet waarom de gemeenteraad en in het bijzonder het College, dat geacht wordt te zorgen voor een goede uitvoering van de geldende regelgeving, een dergelijk verzoek kan steunen. Of gaat het alleen maar om het ideologische.

Punt 5 is gericht op het bevorderen van juridische procedures die de kosten verlagen en de vergroting van de schulden voorkomen. Daar hebben wij geen probleem mee.

Maar *“nooit gerechtsdeurwaarders inroepen, enerzijds omdat het om gezinnen in financiële moeilijkheden gaat en anderzijds omdat het kleine bedragen zijn”* stelt problemen.

In de praktijk betekent deze passage de verholde kosteloosheid voor gezinnen in financiële moeilijkheden en voor al diegenen die kleine facturen moeten betalen en dat niet doen, ongeacht hun inkomen.

Als het OCMW gezinnen in financiële moeilijkheden steunt, heb ik vragen bij het niet inroepen van deurwaarders voor kleine bedragen.

Wat zijn "kleine bedragen"? Tot welk bedrag gaat dat? Hebben we het over individuele facturen of over facturen met een betalingsachterstand?

Bij het lezen van de motie zou een (niet kansarme) familie moeten betalen, maar er zou geen mogelijkheid zijn om ze te dwingen te betalen omdat de deurwaarder de gedwongen uitvoering niet kan activeren. Met andere woorden, ik heb een factuur van 50 € om aan de gemeente te betalen voor schoolkosten, een beslissing verplicht mij om ze te betalen maar er is geen deurwaarder die zorgt voor de gedwongen uitvoering als ik niet betaal ... De betaling van kleine facturen zou dus nog enkel afhangen van de goede wil van de mensen. Bovendien is er een gebrek aan details over de kleine bedragen.

Nogmaals, als het OCMW zijn rol ten volle moet spelen, als het gezinnen in moeilijkheden moet steunen, moet het ook zeer precieze regels volgen en moeten er richtlijnen worden gegeven om misbruik te voorkomen.

We moeten de mensen responsabiliseren, naar hen luisteren en helpen hun financiële problemen op te lossen, maar we moeten hen niet doen geloven dat alles gratis kan zijn en dat er als ze kleine rekeningen niet betalen, geen vervolging komt. Dan is het uiteindelijk de gemeente en dus de Vorstse belastingbetaler die de kosten zal dragen.

Tot slot, wat de vorm betreft, is punt 5 van de motie in strijd met artikel 136 en 137bis van de

## **Nieuwe Gemeentewet:**

- **Artikel 136 stipuleert immers: ” De gemeenteontvanger wordt alleen en onder zijn verantwoordelijkheid belast met ... het innen van de ontvangsten en de opvolging van de ontvangst van de regelmatige schuldvorderingen ...”**

**De in de motie genoemde ontvangsten zijn wel opgenomen in de ontvangsten voor diensten ingeschreven in de gemeentebegroting, d.w.z. in het kader van een wettelijke bevoegdheid van de ontvanger.**

- **Wat betreft artikel 137bis, dat de wettelijke procedure voor de inning van verschuldigde fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen beschrijft, wordt er voorzien in het gebruik van een dwangbevel bij deurwaardersexploot.**
- **Bovendien bepaalt de wet dat de ontvanger met betrekking tot de uitvoering van de taken als bedoeld in artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet, onder zijn verantwoordelijkheid alleen, verslag uitbrengt aan het College en de gemeenteraad.**

**De gemeenteraad en het College kunnen dus niet interveniëren in het bevoegdheidsgebied van de ontvanger, aangezien dat machtsmisbruik door aantasting van de functie zou vormen.**

**Ten slotte zijn volgens de rechtspraak van de Raad van State de regels met betrekking tot de bevoegdheid van de verschillende bestuursorganen van openbare orde, wordt de schending ervan ambtshalve door de genoemde Raad aan de orde gesteld en kan deze niet worden gedekt door een latere ratificatie.**

**Dat is ons standpunt over de tekst die ons vandaag wordt voorgelegd en zoals die is opgesteld. Hoewel wij om deze redenen niet voor deze tekst stemmen, zijn wij uiteraard niet tegen de analyse en de bespreking van de regelgeving betreffende de kosten van maaltijden en opvang en de invorderingsprocedures die in de wetsteksten zijn opgenomen, teneinde beter rekening te kunnen houden met bepaalde preciaire sociaaleconomische situaties.**

**Tot slot: omdat de nagestreefde doelstellingen zeer lovenswaardig zijn, kunnen wij niet tegen stemmen, en omdat de voorgestelde middelen om ze te bereiken tegemoetkomen aan de bezwaren die wij hebben geformuleerd, kunnen wij niet voor stemmen. De DÉFI-fractie zal zich dus onthouden.**

### **Interventie van de heer Pierre-De Permentier.**

**De bedoeling van deze ontwerpresolutie is zeer lovenswaardig en men kan het alleen maar eens zijn met de doelstelling om waar mogelijk minnelijke schikkingen te treffen. Het doel is ook om de zaken op een humane manier te regelen en dus niet in alle gevallen een beroep te doen op deurwaarders, wat soms bijdraagt aan een toename van de schuldenlast en stigmatisering. Naast de wettelijke reserves die de heer Loewenstein op briljante wijze heeft blootgelegd, had ik een meer specifieke vraag aan de wethouder van juridische zaken om te weten te komen wat hij van plan is uit te voeren, zodat de gemeente deze bedragen ondanks alles kan innen. Aangezien hij de dubbele hoed van wethouder van Financiën heeft, zal de gemeente immers moeten uitgaan van een structurele verhoging van de niet teruggevorderde bedragen. Er zijn zeker mensen in nood voor wie deze**

maatregel gunstig is, maar het kan een meevaller zijn. Pas op voor sommigen die zullen zeggen dat de gemeente uiteindelijk niet probeert deze bedragen terug te vorderen en die niet zullen betalen. Ik had graag gehoord wat de wethouder te zeggen had over de praktische uitvoering van deze motie.

#### Antwoord van de heer Quartassi.

Wie niet kan betalen, dat is een probleem, maar wie wel kan betalen en dat niet doet, kan zeggen dat als ze zich in een soortgelijke situatie bevinden, ze niets kregen van de gemeente. Dat is het probleem. Daarom moeten we voor bedragen tot 50 euro niet naar de deurwaarder gaan, want dat is duurder, zelfs voor de gemeente. Grotere bedragen moeten natuurlijk vervolgd worden, volgens de geldende regelgeving. Het is een zeer delicate situatie. Hoe gaan we bepalen dat bepaalde ouders wel kunnen betalen en anderen niet? Dat is nogal moeilijk. Scholen en kinderdagverblijven moeten de slechte betalende onderscheiden van degenen die echt niet kunnen betalen. Ik vind dat we hierover verslag moeten kunnen krijgen, waarbij we heel voorzichtig te werk moeten gaan, want de privacy moet gerespecteerd worden. Wat de dienstverlening betreft, zullen we in de toekomst zien hoe we kunnen trachten resultaten te bereiken en vooral de belastingbetaler te respecteren die al deze verliezen niet hoeft te dragen omdat we hem meer zullen moeten vragen om het tekort te compenseren. We zullen de situatie opnieuw bekijken en misschien een commissie creëren. Terwijl sommigen het licht opnemen, zit er nog steeds ernst in en ik zou niet willen dat we het als afgehandeld beschouwen als we in de problemen komen op het vlak van de dienstverlening.

#### Repliek van de heer Pierre-De Permentier.

Ik begrijp uw argumenten en apprecieer uw eerlijkheid en uw bekommernis om het overheidsgeld. Op MR-fractieniveau zijn we bereid om een commissie te wijden aan het thema, om de juridische implicaties en de in te zetten middelen te bekijken. Zoals u uitstekend aangaf, is eigenlijk een kat in een zak kopen. Ook al heb ik vertrouwen in mijn medemens, toch bestaat het risico dat de gemeente zich laat belazeren door een 'meevaller'.

#### Interventie van mevrouw Koplowicz.

Deze motie is opgesteld door mensen die juridisch meer onderlegd zijn dan ik. De gemeente kan kiezen hoe ze de facturen gaat innen. Ik ben een beetje geschokt als u het hebt over een 'meevaller'. Het idee hier is niet om te zeggen dat mensen gebruik gaan maken van het systeem om hun facturen niet te betalen. De gedachte is: onderwijs moet gratis zijn, dat staat in de Grondwet, maar daar zijn we nog niet; wat kunnen wij op ons niveau doen opdat de schoolkosten, die enorm zijn, dalen? Er staat nergens dat je niet moet betalen. Daar gaat het niet om. Het is "hoe helpen we mensen die in de problemen zitten", "hoe vermijden we procedures die de schulden doen oplopen en die geen zin hebben voor kleine bedragen"? Ik zal blijven pleiten voor gratis opvang, maaltijden, materiaal ... In afwachting hebben we middelen, hier. Deze motie heeft tijd gevergd, omdat we naar de moeilijkheden van de administratie hebben geluisterd om manieren te vinden om het geld op te vorderen die acceptabel zijn. Ik heb ook toegevingen gedaan met betrekking tot wat we in het begin wilden. We moeten niet denken dat mensen ervan gaan profiteren, we moeten zeggen "hoe we mensen helpen".

#### Interventie van mevrouw Plovie.



**Punt 5 zegt niet dat we het geld niet zullen krijgen. Er staat enkel dat we andere juridische procedures doorlopen. Er zijn andere juridische procedures dan via een deurwaarder. Waarom zegt punt 5 niet definitief dat we nooit meer gerechtsdeurwaarders zullen gebruiken voor schoolkosten, in welke omstandigheden dan ook? We wilden namelijk een aantal controles uitvoeren om te zien hoe ver we juridisch kunnen gaan, en om met de diensten te zien hoe we ons kunnen voorbereiden op deze verandering van de procedure.**

**Ik herinner eraan dat Défi in 2019 in het Brusselse Parlement een resolutie heeft aangenomen waarin precies hetzelfde staat en die zelfs verder gaat aangaande het innen van de waterfactuur, waarin staat dat de voorkeur gaat naar andere juridische procedures dan die waarbij deurwaarders betrokken zijn.**

**Voor mensen die moeilijkheden ondervinden, heeft het geen zin om een deurwaarder te sturen en is het de bedoeling om een oplossing te vinden met het OCMW. Ten aanzien van kleine bedragen is het duurder. Om verder te gaan, moeten we controles uitvoeren en samen met de diensten kijken.**

#### **Interventie van mevrouw De Ridder.**

**Hier wordt een specifiek geval beoogd. Het geval waarin een familie in bewezen financiële moeilijkheden verkeert en bv. een rekening van 70 € niet kan betalen. Als de gemeente besluit een gerechtsdeurwaarder in te schakelen, zal hun factuur 2, 3 of 4 keer hoger worden en zullen zij die niet kunnen betalen. Er is geen sprake van dat gezinnen die in staat zijn om te betalen, niet betalen. Dat zou niet eerlijk zijn. Iedereen moet betalen volgens zijn of haar middelen. Er zijn andere juridische procedures dan deurwaarders. Veiligheidshalve hebben we het zo geformuleerd dat we ons ertoe verbinden andere procedures te onderzoeken.**

#### **Interventie van mevrouw El Yousfi.**

**Helaas is gelijkheid niet altijd voor iedereen het geval. Het is belangrijk te weten dat voor sommige gezinnen, die geconfronteerd worden met groeiende problemen, 50 euro een zeer zware last kan zijn voor het budget. Zij weigeren niet te betalen, maar helaas kunnen ze het niet omdat er andere problemen zijn die steeds groter worden. Het doel is om begeleiding te krijgen, informatie te hebben ... We hebben dat gezien bij huisuitzetting waar mensen zich bij de vrederechter terecht komen, terwijl er mogelijkheden waren om er anders uit te komen. Het moet vooraf aangepakt worden, in samenwerking met de schepen, de scholen en het OCMW. Responsabilisering, dat geldt ook voor onze instellingen. Als het OCMW een dossier krijgt, betaalt het niet zomaar. Er wordt een sociaal onderzoek uitgevoerd. Ze moeten worden aangespoord om hun facturen te betalen, omdat de deurwaarderskosten kleine bedragen vaak verdrievoudigen. We zijn het er volledig mee eens dat we alle wettelijke en sociale waarborgen moeten hebben.**

#### **Repliek van de heer Loewenstein.**

**Ik weet dat de PTB voor gratis diensten is, maar volgens ons is dat niet de juiste aanpak. Je had direct kunnen werken aan de reglementen die de schoolkosten vastleggen.**

**Ik ben me er terdege van bewust dat het doel is om gezinnen in moeilijkheden te ondersteunen. Ik begrijp uw doelstellingen en ik deel uw bezorgdheid.**

**Ik zeg alleen maar dat de motie in haar huidige vorm vragen oproept, zowel over de kwestie van de kleine bedragen als over de wettigheid en de bevoegdheid van de ontvanger.**

**Het is allemaal goed en wel om inspiratie te putten uit de Brusselse resolutie, maar hier raken we aan de bevoegdheid van de ontvanger.**

**Ik begrijp uw werkwijze niet helemaal: stemmen over een tekst en daarna de wettelijke controles uitvoeren. Het moet omgekeerd: eerst de wettigheid controleren en daarna over de motie stemmen.**

**Maar ja, blijkbaar zijn sommigen boos op de Wet.**

**Interventie van de heer Pierre-De Permentier.**

**Over het doel zijn we het denk ik allemaal eens. Het is het middel dat me enigszins zorgen baart. Het is alsof je parachute springt, zonder valscherf. We gaan een sprong in het onbekende doen, terwijl de schepen van juridische zaken en financiën zelf erg terughoudend is. Voorzichtigheidshalve zou ik de werkzaamheden opschorten om een juridische analyse van de kwestie te verrichten, voordat er verbintenissen worden aangegaan, hetzij zonder toekomst, hetzij met ongewenste effecten die voor sommigen misschien gekend zijn maar voor anderen niet. Ik vind het nogal 'rock&roll' als houding. Volgens mij zou het gepast kunnen zijn om een nominale stemming te houden, aangezien ik hoor dat zelfs de meerderheid genuanceerd is.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

Levée de la séance à 21:30  
Opheffing van de zitting om 21:30

Par le Collège :  
La Secrétaire,  
Vanwege het College :  
De Secretaris,

La Présidente suppléante,  
De Plaatsvervangende voorzitter,

Betty Moens

Fatima Abbach